

BULLETIN

DE

L'ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENNES ÉLÈVES

DE

FONTENAY-AUX-ROSES

N° 8 — DÉCEMBRE 1897

SCEAUX

IMPRIMERIE E. CHARAIRE

68 ET 70, RUE HODAN, 68 ET 70

CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1897-1898

Présidente : M^{lle} LAURIOL.

Vice-Présidente : M^{lle} WILLIAMS.

Trésorière : M^{lle} ZGRAGGEN.

Secrétaire : M^{lle} ROBERT.

Membres : { M^{lles} B. CHAMPOMIER.
HECQUET.
MAHAUT.
V. THOMAS.
VIAUD.

BULLETIN

DE

L'ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENNES ÉLÈVES

DE

FONTENAY-AUX-ROSES

SOMMAIRE

1. Procès-verbal de la réunion du 6 août 1897	347
2. Notices nécrologiques	358
3. Lettre au Président de l'Association des instituteurs de la Seine, pour le patronage de la jeunesse.	362
4. Conférence sur l'extension de la Russie en Europe.	368
5. Notes d'un professeur d'école normale	384
6. L'éducation physique dans les écoles de la Ville de Paris.	387
7. L'Institut des femmes, à Londres	389

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 4 AOÛT 1897

Le mercredi 4 août 1897, à dix heures et demie du matin, l'Association amicale des anciennes élèves de Fontenay a tenu sa réunion générale annuelle dans la salle de conférences de l'École.

Étaient présentes :

M^{lle} SAFFROY, Présidente d'honneur.

M^{mes} BASSELIER, BROCARD, BROUEL, CARRE, CHATEIGNIER, CHRIST, DARTOIS, DAYNIÉ, DESVIGNES, FLAYOL, FOUQUET, GOUMONT, HECQUET, HOEN, LACHÈZE, LAFOURCADE, LAURIOL, MAHAUT, MODRIN, MINSEN, MOURGUE, M. PÉQUIGNOT, A. PÉQUIGNOT, RICHARD, ROBERT, ROSTAING, VERDIER, WINGERT, ZBRAGGEN.

S'étaient excusées :

M^{lles} B. CHAMPOMIER, V. THOMAS, VIAUD, membres du Conseil d'administration ;

M^{mes} BINET, CLAMARON, DUBOIS, GÉHIN, GILLET, GREUZAT, GUILLEMARD, GUNY, HUTH, JOBEZ, LE BERRE, LÉCUELLÉ, NEAU, PETOT, PHILIBERT, ROBIN, SEMMARTIN, SIMONOT, J. THOMAS, THIÉBAULT, J. VOGEL.

Le procès-verbal de la dernière réunion générale, publié dans le numéro du Bulletin de novembre 1896, n'ayant donné lieu à aucune observation, est adopté.

ALLOCUTION DE LA PRÉSIDENTE

M^{lle} Lauriot prend la parole à peu près en ces termes :

« C'est la première fois, Mesdames, qu'il m'est donné, comme Présidente, de vous souhaiter la bienvenue, je le fais avec la plus sincère cordialité. C'est la première fois aussi que nous nous réunissons à Fontenay depuis le départ de M. Pécaut ; je vous propose de lui envoyer, par un télégramme collectif, un témoignage de notre respectueux et reconnaissant souvenir. »

Cette proposition est accueillie avec acclamation et le télégramme suivant est immédiatement adressé à M. l'Inspecteur :

« Les anciennes élèves de Fontenay, réunies en assemblée générale dans leur chère École, vous adressent l'expression de leur respectueuse et reconnaissante affection. »

M. Pécaut y a répondu par la lettre suivante :

« Baigts, 3 août 1897, 6 h. m.

« Votre dépêche, chère Mademoiselle, m'est arrivée trop tard dans la soirée pour me permettre de vous répondre deux mots avant la dispersion de l'Assemblée. Je veux au moins ne pas différer un jour de vous dire que je vous suis reconnaissant à toutes, sans en être surpris, d'avoir ainsi pensé à moi. De mon côté, vous n'en avez pas douté, je pensais à vous, à l'École d'hier, à celle d'aujourd'hui, à celle de demain.

« Je ne puis assez bénir Dieu de tout ce que j'ai recueilli de joie au

cours des seize années de mon séjour à Fontenay. Il ne m'est pas venu un seul jour à l'esprit que ma vie fût là-bas une vie de dévouement, si ce mot implique l'idée d'un grand effort sur soi et d'un sacrifice. J'y ai été pleinement heureux, et l'affection des élèves m'a récompensé bien au delà de ce que j'étais en droit d'attendre.

« Adieu, chère Mademoiselle. Recevez, pour vous en particulier, l'assurance de mon plus affectueux souvenir et de mon estime.

« PÉCAUT. »

« Le compte rendu de l'année 1896-1897 résume ce qui a été fait depuis la dernière assemblée générale, et présente la situation de l'Association à la fin de cette période annuelle.

« Dans le courant de l'année, deux prêts de 200 francs ont été consentis et remboursés aux dates fixées par les personnes mêmes qui les sollicitaient. Aucune demande de secours n'a été adressée au bureau du Comité.

« Nous avons publié trois bulletins, c'est-à-dire moins que ne le souhaiteraient beaucoup de nos compagnes, mais autant qu'il nous a été possible. L'élaboration de chaque numéro demande du temps et du travail : le dernier surtout, celui qui contenait l'annuaire des anciennes élèves de Fontenay, a été assez long à établir.

« Enfin nous nous sommes occupées de réunir les renseignements nécessaires en vue d'obtenir pour notre Association la déclaration d'utilité publique. C'est M. Pécaut qui, depuis quelque temps, a attiré notre attention sur ce point. Il y a, en effet, pour une société un très grand avantage à être déclarée d'utilité publique : elle peut alors recevoir des donations, des dotations et des legs ; faute de ce titre, elle ne peut recevoir que des dons manuels.

« Il résulte des renseignements pris, et pour ce qui concerne notre Société : 1^o que la déclaration d'utilité publique comporte une assez longue procédure ; 2^o que le chiffre du capital social n'est pas déterminé (il est statué par espèce sur chaque demande), mais que le nôtre, cinq à six mille francs, serait, nous nous en doutions, encore insuffisant ; 3^o que nous devrions modifier nos statuts sur quelques points, secondaires d'ailleurs.

« La question, indiquée seulement ici, pourra être reprise au cours de la réunion, lors de la discussion des vœux.

« La situation de l'Association au 6 août 1897 peut ainsi se résumer :

Membres actifs.	352
Membres honoraires	20

« M. Steeg a bien voulu, dans le courant de cette année, accepter le titre de membre honoraire de notre Association.

« L'état financier de l'Association dont M^{lle} Mahaut, trésorière, donnera le détail, est le suivant :

	80 fr. de rentes françaises représentant un capital de 2,746 fr.
3,400	» à la Caisse d'épargne ;
24	» en caisse ;
Total	5,876 fr. en chiffres ronds.

« Au cours de l'année, bien des membres de l'Association ont exprimé des vœux relatifs, soit à la constitution de la caisse sociale, soit à l'emploi des fonds ; en voici l'énoncé succinct :

« 1^{re} Rachat des cotisations annuelles au moyen d'un versement unique dont le chiffre serait à fixer ;

« 2^{re} Modification de l'article 2 des statuts : prêts avec intérêt ;

« 3^{re} Vote en principe d'un crédit destiné, lors du décès d'un membre de l'Association, à l'achat d'une couronne funéraire ;

« 4^{re} Location, au nom et aux frais de l'Association d'une maison, soit au bord de la mer, soit dans les montagnes, soit à la campagne (les trois avis ont été formulés), où pourraient être reçues les associées qui sont souffrantes et obligées de solliciter un congé avant la fin de l'année scolaire, et celles qui, n'ayant plus de famille, pourraient aller y passer leurs vacances ;

« 5^{re} Économie des fonds en vue d'accroître le capital social et de pouvoir solliciter aussitôt que possible la déclaration d'utilité publique.

« Toutes ces questions pourraient être examinées au moment où l'ordre du jour appellera la discussion relative aux propositions et vœux.

« Tel est, en un rapide examen, le tableau de la vie de notre Association depuis la réunion générale de 1896. »

Après cette allocution de la Présidente, on aborde l'ordre du jour de la présente réunion.

EXPOSÉ DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ

AU MOIS D'AOUT 1897

Compte rendu financier. — M^{lle} Mahaut, trésorière de l'Association, donne lecture du compte rendu des recettes et des dépenses de l'Association du 6 août 1896 au 4 août 1897.

Actif de l'Association au 6 août 1896..... 4.811 95

EXERCICE 1896-1897

RECETTES

1^o Cotisations de l'exercice courant :

Versement de M. Bouchor, membre honoraire.....	100 »	
25 cotisations d'entrée.....	250 »	1.914 »
13 » de membres honoraires.....	130 »	
239 » ordinaires.....	4.434 »	

2^o Intérêts du capital placé à la caisse d'épargne pendant les années 1894-95-96..... 205 70

3^o Recettes spéciales. Différence entre les frais de recouvrement par la poste et la somme versée par les associées..... 1 65

Total..... 2.121 35

DÉPENSES

1^o Trois factures Charaire, imprimeur à Sceaux :

A Bulletin n ^o 5, décembre 1896, tiré à 600 exemplaires.....	343 95	
B Bulletin n ^o 6, avril 1897, tiré à 600 exemplaires.....	290 40	905 65
C Bulletin n ^o 7, juillet 1897, tiré à 500 exemplaires.....	271 30	

2^o Frais de correspondance, de voyages et d'envoi du bulletin :

A De la Présidente.....	35 40	
B De la Secrétaire.....	50 40	150 90
C De la Trésorière.....	65 70	
Total des dépenses.....		<u>1.056 55</u>

Balance	Recettes.....	2.121 35
	Dépenses.....	1.056 55
	Excédent de recettes.....	<u>1.064 80</u>

Actif de l'Association au 4 août 1897 :

Actif au 6 août 1896..... 4.811 95

Excédent de recettes du 6 août 1896 au 4 août 1897... 1.064 80

Total..... 5.876 75

Cet actif se décompose ainsi :

1 ^o 80 francs de rentes françaises achetées au cours de 103 francs le 26 février 1897.....	2.746 69
2 ^o A la caisse nationale d'épargne.....	3.109 01
3 ^o En caisse.....	21 05
	5.876 75

RENOUVELLEMENT DU TIERS SORTANT

DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Une note parue au dernier Bulletin annonçait aux associées qu'elles auraient à élire quatre membres du Conseil d'administration, trois pour une période de trois années, en remplacement de M^{lles} Champomier, Hecquet, Viaud ; le quatrième pour deux années, en remplacement de M^{me} Janin, démissionnaire.

Quatorze personnes, parmi celles qui ne pouvaient assister à la réunion, ont répondu à l'appel du Comité et envoyé leurs bulletins de vote par la poste. Les associées présentes ayant voté à leur tour, on procède au dépouillement qui donne les résultats suivants :

Membres à élire pour trois ans.

M ^{mes} Hecquet.....	42 voix.
Champomier.....	36 —
Viaud.....	26 —
Dartois.....	7 —
M ^{lle} Williams.....	7 —

M^{lles} Hoën, Lèveillé, Kieffer, Semmartin, J. Thomas, Zraggen ont obtenu quelques voix.

Membre à élire pour deux ans :

M^{lle} Williams obtient la majorité des suffrages. Les autres bulletins portent les noms de M^{mes} Zraggen, Dartois, Bonnefon, B. Champomier, Garnier, Guny, Minssen, Rossignol, Semmartin, Verdier...

En conséquence, M^{lles} Hecquet, Champomier, Viaud sont réélues pour trois ans et M^{lle} Williams est nommée pour deux ans membre du Conseil d'administration.

ADDITION A L'ARTICLE 5 DES STATUTS

M^{lle} Lauriol donne lecture du passage suivant d'une lettre adressée à la Trésorière par une associée :

« Désirant être admis comme membre honoraire de l'Association, un membre actif doit-il verser la somme de 100 francs diminuée des cotisations antérieurement payées ou la somme de 100 francs ? »

La Présidente fait remarquer que cette lettre soulève plusieurs questions qu'il importe d'examiner successivement. Et d'abord un membre actif peut-il devenir membre honoraire ? Si l'on se reporte à l'article VI des statuts, il semble que rien ne s'y oppose ; cet article est ainsi formulé :

« Sera admise comme membre honoraire toute personne qui versera une cotisation annuelle d'au moins 10 francs ou une somme de 100 francs en une seule fois. »

La condition nécessaire et suffisante pour obtenir le titre de membre honoraire paraît donc être le versement d'une cotisation annuelle d'au moins 10 francs ou d'une somme de 100 francs une fois payée. Toutefois l'assemblée estime que ce titre doit être réservé aux professeurs de Fontenay et aux personnes qui, sans appartenir à l'École, veulent bien lui donner cette marque de bienveillante sympathie. C'est donc seulement en qualité de membres actifs que les anciennes élèves pourront faire partie de l'Association.

Mais ne pourrait-on admettre le rachat des cotisations pour les membres actifs comme pour les membres honoraires ? Cette proposition est acceptée à l'unanimité et la discussion s'ouvre en vue de déterminer le chiffre du versement unique.

Plusieurs associées demandent que ce chiffre soit assez élevé, un versement de 100 francs est insuffisant. « Il faut, dit M^{lle} Brouel, que la mesure soit avantageuse pour la Société, qu'elle accroisse son capital, sans diminuer ses revenus annuels. » M^{lle} Wingert partage les vues de M^{lle} Brouel et propose 200 francs qui représentent 6 francs d'intérêt. M^{lle} Modrin fait remarquer que la prospérité financière de la Société hâterait la déclaration d'utilité publique.

Le chiffre proposé par M^{lle} Wingert paraît trop élevé à M^{lle} Lauriol : un versement de 150 francs suffirait, croit-elle, à sauvegarder les intérêts de la Société ; c'est aussi l'avis de M^{lle} Hecquet. Cette proposition de la Présidente, mise aux voix, est adoptée à une forte majorité.

Pour ne pas trop déséquilibrer le budget des professeurs désireux de racheter leur cotisation annuelle, M^{lle} Modrin demande que le versement puisse être fractionné : trois paiements de 50 francs gêneraient moins qu'un seul de 150 francs. La proposition, mise aux voix, est repoussée. C'est donc au moyen d'un versement unique de 150 francs que les associées pourront se libérer et en aucun cas les cotisations antérieures ne seront déduites de cette somme.

EMPLOI DES FONDS DISPONIBLES

Prêts. — Dans la réunion générale de 1896 il a été décidé que la Société ferait des prêts sans intérêt à ceux de ses membres qui en solliciteraient.

Depuis lors, diverses objections ont été soulevées. M^{lle} B. Champomier craint que les associées dans le besoin hésitent à demander un prêt sans intérêt; elles seraient plus à l'aise si le prêt se faisait aux conditions ordinaires. Dans une lettre adressée à la Présidente, M^{lle} Champomier propose donc de revenir sur la décision prise l'an dernier et de prêter aux associées en leur demandant un léger intérêt.

M^{lle} Brocard est d'un autre avis, elle ne voudrait pas voir notre Société amicale entrer dans cette voie. L'Association doit être pour chacune de nous une seconde famille où il est naturel qu'on s'entraide; nous ne pouvons traiter les membres momentanément éprouvés comme des étrangers. D'ailleurs si, l'épreuve finie, quelque associée a des scrupules, rien ne s'oppose à ce qu'elle reconnaisse par un don le service rendu.

Le principe du prêt sans intérêt est maintenu à l'unanimité.

Location d'une maison. — On a demandé qu'une partie des fonds disponibles fût employée à louer un local où seraient reçues les associées malades ou fatiguées qui ne peuvent se soigner ou se reposer dans leurs familles. L'idée est séduisante, mais que de difficultés pratiques présente sa réalisation ! quelle région de la France conviendrait pour cette installation ? le Midi ? le centre ? les environs de Paris ? le bord de la mer ? les pays de montagnes ? Et l'association peut-elle, actuellement, sans compromettre l'avenir, s'imposer une si lourde charge ??

M^{lle} Lauriol estime qu'il y a lieu d'examiner à loisir ce projet; elle propose de le mettre à l'étude dans le Bulletin et d'en ajourner la discussion à la réunion annuelle de 1898, ce qui est adopté à l'unanimité.

SOUVENIR AUX ASSOCIÉES DÉFUNTES

M^{lle} Lauriol propose qu'en cas de décès de l'un des membres, une couronne soit déposée sur la tombe au nom de l'association.

Toutes les personnes présentes s'unissent à la pensée de la Présidente et décident que l'achat de la couronne sera fait, non par le Comité qui n'est pas toujours prévenu à temps, mais par l'École normale à laquelle appartenait la défunte. La Trésorière fera parvenir une somme de quarante francs (chiffre voté à la majorité après discussion) à la personne qui aura bien voulu se charger de l'achat.

COMMUNICATIONS. — PROPOSITIONS. — VŒUX

M^{lle} Zraggen regrette la brièveté de certaines notices nécrologiques parues dans le Bulletin; elle souhaite que le Comité demande à une amie de la défunte de remplir ce pieux devoir. M^{lle} Lauriol répond que le Comité n'a jamais procédé autrement, il s'est toujours adressé aux amies de nos compagnes disparues. Son appel a presque toujours été entendu, et les notices ont été publiées dans leur intégralité; une seule fois, le Comité a cru devoir supprimer des passages qui lui semblaient trop intimes pour paraître dans le Bulletin; il est des détails qui ne doivent pas sortir du cercle étroit de la famille et des amis très proches. Néanmoins, la Présidente s'associe au vœu de M^{lle} Zraggen.

DEMANDE D'ADMISSION

M^{les} Lauriol et B. Champomier sollicitent l'admission de M^{lle} Carnel, professeur à l'École normale de Moulins.

L'Assemblée accueille la demande qui lui est faite et M^{lle} Carnel est admise à faire partie de la Société amicale des anciennes élèves de Fontenay.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à midi.

Toutes les associées se rendent dans le réfectoire de l'École où le banquet est servi. Elles admirent la décoration de la salle, le goût qui apparaît dans les plus petits détails du service; aussi applaudissent-elles chaleureusement quand M^{lle} Lauriol remercie M^{lle} Hequet, organisatrice du banquet.

A trois heures, les anciennes élèves se réunissent de nouveau dans la salle de conférences où M. Steeg vient leur souhaiter la bienvenue dans une allocution cordiale.

ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE DU MOIS DE NOVEMBRE 1897

Nous avons demandé aux associées de désigner par correspondance un nouveau membre du Comité, en remplacement de notre regrettée M^{lle} Pernessin, vice-présidente pour l'année 1896-1897.

Cent sept bulletins de vote nous sont parvenus. Soixante-dix-huit portaient le nom de M^{lle} Zraggen, professeur à l'École normale de Beauvais.

Les autres bulletins se répartissent ainsi :

M ^{lles}	
MARTIN	8 voix.
VERDIER	5 —
HOEN, LÉVEILLÉ, MAHAUT	2 —
BILLARDELLE, BONNEFON, CLAUDE, GULLON, LE-COMTE, RAMBAUD, SAFFROY, VARLET, WILLIAMS	1 —

1 bulletin blanc.

M^{lle} ZRAGGEN, ayant obtenu la majorité des suffrages, est nommée membre du Comité.

Le renouvellement du bureau, qui n'avait pu se faire le jour de la réunion générale, a eu lieu après l'élection complémentaire du mois de novembre.

Renouvellement du Bureau pour l'année 1897-1898

Sont nommées pour l'année 1897-1898 :

Présidente, M^{lle} LAURIOL.

Vice-Présidente, M^{lle} WILLIAMS.

Trésorière, M^{lle} ZGRAGGEN.

Secrétaire, M^{lle} ROBERT.

N. B. — C'est donc désormais à M^{lle} Zgraggen, professeur à l'École Normale de Beauvais, que les associées devront adresser leur cotisation.

NOTICES NÉCROLOGIQUES

M^{lle} PERNESSIN

C'était autrefois, pour moi, un triste devoir à remplir que d'annoncer aux élèves et aux maîtresses de Fontenay, dans la conférence du matin, la mort prématurée d'une de leurs compagnes, professeur ou directrice. Je dis prématurée, puisque toutes celles qui meurent (hélas ! elles sont déjà nombreuses !) s'en vont jeunes encore et presque sans avoir vécu. Mais il m'est particulièrement douloureux d'avoir à rendre hommage à l'une de nos répétitrices qui, après avoir été l'une de nos plus anciennes élèves, avait rendu à la maison qu'elle aimait, et où elle était aimée, les plus précieux services.

Elle y était aimée et encore plus respectée. Toujours prête à servir les autres, ne marchandant ni sa peine ni son temps, se prêtant de bonne grâce à tout office imprévu, modeste et silencieuse, grave et gaie tout à la fois, sereine et d'humeur égale jusque dans l'état habituel de souffrance, M^{lle} Pernessin était pour ses collègues et pour ses élèves un modèle de dévouement à sa fonction, de travail assidu et de ponctualité, en même temps que son commerce loyal et sûr décourageait autour d'elle les petitesesses et la duplicité.

Personne ne faisait moins de bruit à l'école, personne n'y comptait davantage, et aucun vide n'y sera plus sensible que celui qu'elle y laisse.

Son intelligence n'était pas inférieure à son caractère. Esprit net, précis, sobre, incapable d'amplification vide, elle était particulièrement propre à l'enseignement des sciences exactes, dont elle avait à s'occuper. Mais on ne sait pas à quel point elle s'était adonnée aux études les plus diverses ; également familière avec les lettres et les sciences, versée dans la connaissance de la littérature anglaise, instruite du mouvement scientifique contemporain au delà de la Manche, enfin possédant les langues latine et grecque sans en faire étalage.

Les qualités de son esprit se marquaient dans son style clair, sûr et ferme. Je n'ai rencontré personne qui excellât plus qu'elle à traduire un auteur anglais, non pas seulement avec exactitude, mais selon les lois et le génie de notre langue.

Elle a lutté longtemps contre la maladie avant de quitter Fontenay, toujours active et affable, courageuse et recueillie en elle-même. Elle parlait peu, mais ce qu'elle disait laissait entrevoir une vie intérieure à la fois austère et animée.

Elle sera pleurée de toutes ses élèves : Mais que dire d'une mère déjà avancée en âge, qui, après avoir perdu son mari et ses enfants, une exceptée, avait en elle son soutien et sa consolation ?

P.-S. — A peu d'intervalle de la mort de M^{lle} Pernessin, s'éteignait à Versailles une personne qui, après avoir dirigé ses premières études, n'avait cessé d'être pour elle l'amie la plus fidèle. Nous croyons répondre au dernier vœu de notre chère répétitrice en associant à son nom celui de M^{me} Blankley. Cette descendante du fameux Walter Raleigh, parente de l'amiral Nelson, par conséquent tout Anglaise par son origine, M^{me} Blankley, amenée à Versailles à l'âge de trois ans, s'était fait naturaliser, et depuis lors elle s'était vouée sans réserve à l'instruction. C'est elle, nous écrit-on, qui établit à Versailles les premiers cours normaux dont elle fut la directrice pendant quatorze ans, n'acceptant pour son compte aucune rémunération, et employant la petite somme qui lui était allouée à payer l'écolage des jeunes filles qui n'auraient pas eu les moyens de suivre les cours.

En même temps elle fondait et dirigeait des cours gratuits, où plus de mille élèves passèrent successivement sous sa direction. Pour reconnaître tant de dévouement, la ville de Versailles lui offrit une médaille d'or. Quelque temps après, M^{me} Blankley perdit subitement la vue qu'elle ne recouvra que beaucoup plus tard, mais elle n'en continua pas moins de donner chez elle des leçons à de jeunes filles. La mort l'a trouvée poursuivant encore l'œuvre qui avait rempli toute sa vie. On comprend après cela qu'une étroite parenté ait uni ensemble M^{me} Blankley et M^{lle} Pernessin. C'était chez l'une et l'autre le même oubli de soi, la même consécration à la noble cause de l'enseignement.

FÉLIX PÉCAUT.

Les élèves actuellement à Fontenay demandent à leurs aînées de bien vouloir s'unir à elles pour la création d'une œuvre de charité qui rappelle le souvenir de M^{lle} Pernessin et qui porte son nom.

M^{lle} Pernessin s'est occupée pendant de longues années de l'asile

de nuit de la rue Saint-Jacques, à Paris, et les élèves de Fontenay se proposent de fonder un lit dans cette maison, croyant ainsi rendre un hommage pieux à la mémoire de leur regrettée maîtresse. ¹

Les cotisations seront reçues jusqu'au 31 janvier par M^{lle} Cligny à l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses.

M^{lle} MARIE BELANGER

M^{lle} Marie Belanger, répétitrice d'allemand à Fontenay, nous a été enlevée pendant les vacances, presque subitement.

J'ai appris en même temps sa maladie et sa mort. La dernière fois que je l'ai vue, c'était à la Sorbonne, au milieu de ses épreuves d'agrégation. Je la trouvais pâle, amaigrie, tremblante. Elle se défiait d'elle-même et se privait ainsi d'une partie de ses moyens. Son excessive modestie se changeait, les jours d'examen, en un véritable tourment.

Sa vie, trop courte, a été une vie de labeur, d'abnégation, de dévouement absolu au devoir, un exemple à proposer à tous. Ceux qui l'ont vue à l'œuvre dans l'école de Fontenay ne l'oublient pas. Sa voix douce, son pas léger, son attitude timide ne donnaient pas d'elle, au premier abord, l'opinion qu'un commerce un peu prolongé imposait. Son visage s'éclairait d'un aimable sourire, sa conversation était variée et attrayante, ses connaissances étendues, son enseignement solide et suggestif. Toute sa personne inspirait la sympathie et le respect.

Elle n'épargnait ni son temps, ni ses forces, était sans cesse à la disposition de ses élèves, heureuse de leurs moindres progrès; elle s'épanouissait à leurs succès d'examens.

Quelle existence laborieuse que la sienne! Devenue brusquement, par la mort de son père, le soutien de sa famille, elle s'était mise courageusement, à un âge qui n'est plus celui des écoliers, à préparer successivement les premiers examens universitaires, le brevet simple, le brevet supérieur; elle y réussit en 1889-1890, puis elle dirigea ses études vers les langues étrangères et suivit les cours de la Sorbonne en vue du certificat d'aptitude à l'enseignement de l'allemand dans les lycées et collèges. En 1895, elle se présente à cet effet devant le jury que j'avais l'honneur de présider; elle nous fit la meilleure impression, répondit, non avec assurance, cela n'était pas dans son caractère,

1. L'entretien du lit sera assuré pour un nombre d'années qui dépendra des souscriptions reçues. Les versements à effectuer sont les suivants :

100 francs pour un lit pendant une année;

150 francs pour un lit et un berceau pendant une année;

2,000 francs pour la fondation d'un lit à perpétuité.

mais avec justesse, avec un savoir ferme et clair, et elle obtint la première place à un examen qui ne laisse pas d'être devenu difficile.

Pendant son séjour à Fontenay, elle préparait les rudes épreuves de l'agrégation, ne ménageant pas suffisamment sa santé. Elle fut admissible aux épreuves orales, mais ses forces la trahirent au dernier moment, et elle fut emportée à peu de jours de là par la première atteinte de la maladie.

Son image restera dans nos mémoires et dans nos cœurs. On ne pouvait la connaître sans s'attacher à elle ; sa nature était affectueuse autant que réservée et discrète. On la sentait reconnaissante des moindres avances et des plus légers services. Ses pensées étaient graves, ses sentiments désintéressés. Elle vivait pour les autres en ne demandant pour elle que le travail et le silence.

Son nom mérite d'être inscrit dans les annales de notre école, à laquelle elle s'est montrée si profondément dévouée.

JULES STEEG.

LETTRE DE M. PÉCAUT

*A Monsieur le Président de l'Association des Instituteurs de la Seine
pour le patronage de la Jeunesse.*

MON CHER PRÉSIDENT,

Au commencement de la nouvelle année scolaire, je repasse le tableau de votre dernière campagne. Il est donc vrai que votre Association a pu ouvrir l'hiver passé 48 cours d'adultes, et mettre à profit la bonne volonté et le talent de 37 professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur ! Plaise au ciel que Paris donne toujours d'aussi bons exemples à la province ! La France entière s'en trouverait bien. Je me rappelle qu'après la guerre de 1870, vivant en province, j'allais à Paris rendre visite deux ou trois fois par an à votre éminent recteur, alors directeur de l'enseignement primaire de la Seine. Il me faisait l'honneur, en me recevant dans son cabinet du 4^e étage au Luxembourg, de répondre avec l'inaltérable patience que vous connaissez bien, aux nombreuses questions que je lui adressais concernant les écoles de la Seine, auxquelles il avait, dès avant la République, infusé une vie nouvelle par ses programmes, ses instructions et son incessante action personnelle.

Ce qui m'occupait le plus était de savoir si véritablement les écoles, en propageant le savoir élémentaire, un savoir de bon aloi, avaient en même temps propagé dans une mesure appréciable chez les jeunes gens des habitudes de penser plus saines, s'ils étaient plus capables d'attention à la réalité des choses ; si leur instruction accrue avait accru leur bon jugement ; si enfin nous pouvions espérer, nous autres provinciaux, que les nouvelles générations introduiraient désormais dans l'esprit du peuple de Paris un peu de cette sagesse qu'un pays est en droit d'attendre d'une capitale intelligente.

M. Gréard voulait bien me faire part de certains indices qui lui

donnaient bon espoir. Mais tout en rendant ample justice à l'activité et au bon esprit des maîtres, comme en général aux progrès accomplis, il avait trop de clairvoyance, et il distinguait trop bien l'éducation proprement dite de l'instruction pour se flatter d'avoir déjà modifié d'une manière sensible le tempérament d'esprit parisien. Eh bien ! je m'imagine qu'il serait peut-être plus affirmatif, moins réservé dans ses espérances, en voyant aujourd'hui à l'œuvre votre Association, avec ses 48 cours et ses 38 professeurs, qui est venue se joindre à combien d'autres œuvres plus anciennes d'instruction populaire ! Non, vraiment, il n'est pas possible que tant de leçons de toutes sortes et de conférences, tant de marques d'amitié fraternelle données aux adolescents et aux adultes par leurs anciens maîtres, par des maîtres volontaires, aussi dévoués que distingués ; bref, qu'un si affectueux et si assidu commerce des uns avec les autres n'imprime une direction nouvelle à une partie de la jeunesse. Tout cela doit contribuer à dégrossir l'âme populaire, à la civiliser, à l'élever, à lui inspirer des sentiments généreux, et, par le savoir même, en particulier par la connaissance de notre histoire nationale, à lui donner, même en politique, des façons plus raisonnables de juger.

Oserai-je toutefois vous faire part d'un regret que j'ai ressenti plus d'une fois cet hiver en lisant les titres de vos conférences, comme d'ailleurs ceux des conférences de province ? Oui, je le sais, tous ces sujets d'étude scientifiques, littéraires, historiques ne profitent pas seulement à l'intelligence, ils affranchissent l'âme, ils l'*humanisent*, par cela seul qu'ils la font vivre un moment de la vie de la pensée ; et cette initiation à une vie supérieure est d'autant plus intense et plus éconde qu'on la pratique en commun sous votre affectueuse tutelle, et que l'on est plus nombreux à *communier* ensemble dans ce noble culte.

Mais quand je considère l'état moral de notre pays, combien s'est multipliée, diversifiée, perfectionnée la propagande du vice, de quelles détestables tentations est obsédée de toutes parts la jeunesse des grandes villes par l'image, la chanson, l'affiche, le roman, le feuilleton, les exhibitions des cafés concerts, les théâtres de tous degrés (même les meilleurs !), par l'apprentissage et l'atelier, je me dis qu'en vérité ce ne serait pas trop d'un enseignement moral direct, donné de temps à autre par la voix non suspecte des laïques, philosophes, historiens, médecins, pour établir dans les esprits régulateurs quelques principes, et pour en développer sans fausse honte l'application aux circonstances présentes. Si je suis éloigné de penser qu'il soit indifférent à la formation de la moralité de remplir l'imagination des belles œuvres de l'art et de la littérature, et d'occuper l'esprit des révélations de la science, d'autre part je n'ai pas l'illusion de croire que ni les

unes ni les autres suffisent à la fonder solidement. Il faut des armes autrement trempées que les armes esthétiques et scientifiques pour soutenir le rude combat intérieur et extérieur du bien contre le mal, de la justice contre l'égoïsme, de *l'homme* contre *l'animal*. Le goût, l'imagination, le sentiment, ne tiennent pas lieu de la raison.

Plus j'ai avancé dans la vie, plus je suis devenu rationaliste; c'est-à-dire, plus j'ai été pénétré de la grande, très grande part qui revient à la pensée dans la conduite de la vie. Pascal l'a dit il y a longtemps : « C'est de là, après tout, qu'il faut toujours se relever. » Non pas, assurément, que l'expérience ne m'ait appris la puissance de la passion, surtout quand elle est décuplée par l'imagination. Mais elle m'a également appris, et de science non moins certaine, que la passion ne laisse pas d'être fort gênée par la pensée, et que, pour se mettre à l'aise, elle est réduite à l'atténuer ou à la fausser, reconnaissant ainsi sa suprématie. Qu'elle passe outre le plus souvent, dans les cas où l'occasion la sollicite avec force, j'en conviens; mais ce n'est pas sans se débattre avec l'incommode voisine. Aussi est-ce la raison des jeunes gens, leur conscience, que je voudrais munir de principes impératifs fondés sur des *raisons morales*, appuyés au besoin de raisons d'expériences, physiologiques ou historiques. Nous devons à nos fils, et vous en particulier, les maîtres de leur enfance, leurs amis éprouvés, leurs conseillers immédiats, vous leur devez de les pourvoir, à l'entrée de la vie, de ce viatique substantiel. Le leur épargner par je ne sais quelle crainte de la *blague* parisienne, vous bornant à d'intéressantes et instructives leçons, c'est, je vous le disais déjà l'an dernier, leur manquer de respect; c'est les traiter, non en jeunes hommes, appelés à se gouverner par la raison, mais en pupilles qu'il faut divertir, enchanter, instruire, sans qu'on les juge capables d'entendre une voix plus austère, ni de se prêter à la plus haute discipline de l'intelligence et de la volonté.

J'insiste encore afin d'éviter tout malentendu. On se tromperait, je le sais, en croyant que les Conférences et les Cours, à Paris et en province, restent étrangers à l'éducation du caractère, et sans aucune prise sur les mœurs. Si les sujets de morale sont rarement abordés de front, il n'en faut pas chercher principalement la raison dans l'insouciance des maîtres, mais plutôt dans la difficulté de les traiter *ex professo* d'une parole sûre, grave et tout à la fois intéressante, quelquefois aussi dans la crainte d'éloigner les auditeurs en heurtant des préjugés régnants ou des habitudes invétérées. Et quant à récapituler dans les réunions d'adultes les chapitres de l'enseignement de l'école primaire en manière de *catéchisme de persévérance*, ce serait courir à un échec certain : le procédé de la leçon, déjà fort délicat à manier avec des

enfants, ne convient plus ici, mais celui de l'entretien sérieux, simple et familier, ou du récit et de la lecture. Il n'y a pas à se fier aux formules, même aux meilleures, si elles ne sont encadrées dans des faits d'expérience, des actions historiques, de nobles vies, ou bien illustrées par de belles poésies ; en un mot, si elles ne sont toutes pleines de réalité vivante, et rendues par là attirantes et assimilables.

Je n'ignore pas que cette manière d'inculquer la morale a été fréquemment pratiquée depuis quelque temps par les maîtres et les conférenciers. C'est par cette voie nouvelle que se répandent de proche en proche, à la faveur du conte, de l'histoire, de la poésie, du chant, les meilleures inspirations. On peut affirmer qu'à cet égard le peuple, depuis l'école élémentaire jusqu'à l'école des adultes, est aujourd'hui mieux partagé que ne l'étaient autrefois (peut-être que ne le sont aujourd'hui !) les classes supérieures. On le nourrit, si l'on ose parler ainsi, de nectar et d'ambrosie, notamment de ce que la littérature nationale offre de plus pur. C'est une propagande incessante, à la fois esthétique et morale, qui se poursuit en silence dans les localités les plus obscures. Comment n'être pas touché, par exemple, de la sorte d'apostolat volontaire que M. Maurice Bouchor, à la fois moraliste, poète et chanteur, a promené ces dernières années de province en province et d'école en école, expliquant et faisant répéter aux enfants et aux maîtres du peuple des chants poétiques pleins de saveur morale, et tels assurément que les troubadours n'en faisaient pas entendre de plus beaux ni de plus purs aux nobles dames et aux seigneurs dans les cours féodales. Non, il ne se peut pas — ou bien les lois psychologiques réputées les plus certaines seraient trompeuses — que cette prédication laïque indirecte, parlant par toutes les voix de l'histoire, de la musique, de la poésie à l'âme de la jeunesse, reste sans effet. Sans doute, elle n'opère pas des changements miraculeux, — ce privilège est rare dans tous les temps et sous tous les régimes spirituels. — mais elle incline insensiblement les cœurs aux vertus publiques et privées. Si le bien ne triomphe pas visiblement des influences malsaines, du moins le mal social est atténué en quelque mesure.

Tout cela dit, je n'en tiens pas moins pour indispensable d'aborder quelquefois de front les questions morales. Serait-ce, par exemple, une tentative impraticable ou superflue, dans le Paris dont nous connaissons les séductions et les périls, d'implanter par de familières et cordiales leçons dans l'esprit de vos jeunes gens, le principe, mieux établi et dégagé que vous ne l'avez pu faire à l'école primaire, du respect de la dignité humaine en tout homme et en toute femme, ainsi qu'en nous-même ; du devoir de ne jamais, sous aucun prétexte, traiter

notre semblable, homme ou femme, et nous-même, en simple chose, en agent de plaisir ou d'intérêt, mais en *personne* qui a droit à être respectée dans son âme et dans son corps ? Quelqu'un élèvera-t-il sérieusement des doutes sur cette idée ? Ou pensez-vous, mon cher Président, qu'il soit inopportun, dans l'état présent, de faire toucher du doigt l'application de cette vérité fondamentale tout ensemble à la question des mœurs et à la question sociale des rapports entre patrons et ouvriers ? Cette arme serait-elle de trop contre le libertinage effréné qui chaque année entame si grièvement la virilité physique et morale de notre jeunesse dans les grandes villes ?

Et combien d'autres devoirs importants, après celui-là, mériteraient d'être mis en lumière ! Croyez-moi, la *doctrine* ne vous ferait pas défaut pour cette œuvre de salut national. J'entends la doctrine raisonnable, séculière, non plus que les maîtres pour la professer avec dignité, avec simplicité, avec tact ! On oublie trop dans le feu de la polémique quotidienne que nous vivons tous, sans nous en rendre compte, et malgré nos affirmations bruyantes, sur un fonds commun de croyances, d'honnêtes et bienfaisants *préjugés* ; et que ce fonds est beaucoup plus riche qu'on ne se l'imaginerait à nous entendre batailler. Ce qui anime et règle l'existence des uns, anime et règle, dans l'usage ordinaire de la pensée et de la conduite, l'existence des autres ; et de même, ce qui fait doute pour les uns fait secrètement doute pour les autres. Dégager ces éléments communs, les révéler à la conscience de tous, c'est à quoi la méditation des sages ne saurait suffire : il y faut ajouter l'effort pratique des hommes d'action, de foi et de bonne volonté. Là où le philosophe tâtonne et balbutie, le père de famille, l'instituteur, le patron industriel, le chef militaire, qui veulent remplir leur devoir de guides et d'éducateurs, trouvent le mot à dire, le principe à invoquer, le mobile à exciter.

Oh ! si la classe moyenne voulait mettre plus d'empressement à vous soutenir de son argent, de son nom, de ses conseils, de sa présence dans vos réunions ! si elle savait comprendre que le conflit social de plus en plus aigu, le désordre des mœurs et des idées qui gagne peu à peu la jeunesse populaire, sans épargner la jeunesse bourgeoise, qu'enfin le manque d'unité morale, d'idées régulatrices communes au sein de notre démocratie ; que tout cet état de société confus, sans ferme orientation, plein de risques redoutables pour l'avenir et de douloureux malaise pour le présent, commande aux plus favorisés de la fortune ou de l'instruction un puissant effort pour attirer à eux, en les aimant, les servant et les éclairant, leurs concitoyens de condition plus humble !

Retrouver une âme commune, « l'âme du pays », qui soit celle des petits et des grands, des ouvriers et des patrons, des gens de science

et des gens de labeur manuel, une âme bien française et bien humaine, qui les élève tous ensemble un peu au-dessus d'eux-mêmes et des préoccupations dévorantes de classe et de parti, c'est, à ce qu'il semble, le premier de nos besoins. Et cette âme, cette intime communauté de pensées motrices, cette *démocratie spirituelle*, sans laquelle la démocratie politique n'est qu'une forme vaine et précaire, comment la constituer, sinon par l'action commune, par le concert fraternel au service d'une œuvre telle que la vôtre, destinée à rapprocher les conditions, à communiquer des idées justes, des habitudes d'esprit saines, des aptitudes techniques utiles, ainsi que les sentiments de sociabilité les meilleurs ?

En ce qui regarde particulièrement l'éducation morale, de quel prix n'apparaît pas le concours actif et affectueux de nos concitoyens de la classe moyenne ! On n'attend pas d'eux qu'ils enseignent : ils n'y sont pas préparés ; mais qu'ils fortifient de leur sympathie et de leur assentiment la parole des maîtres, qu'ils y ajoutent les conseils familiers et désintéressés que leur dicte l'expérience du monde et de la vie. L'homme qui a charge d'enseigner, maître d'école, professeur, prêtre, est toujours plus ou moins suspect de ne faire que son métier ; l'homme du monde qui témoigne librement et simplement en faveur de la vérité et du bien contre les vices et les méchants préjugés est écouté de la jeunesse avec déférence : il parle parce qu'il a vu ; il est des nôtres.

Ne vous lassez donc pas, mes chers amis. Une nation n'est vraiment grande, capable d'un gouvernement régulier et d'une longue destinée, que si elle est mue par un puissant esprit public, lequel à son tour suppose une nombreuse élite populaire de citoyens en état et en disposition de donner partout le ton autour d'eux et de le faire adopter grâce à leur influence persuasive. C'est ce qui donne à votre œuvre, et en général à la campagne d'éducation des adultes, une signification si considérable : l'on peut dire sans exagération que si elle venait à échouer après le premier élan ou à languir misérablement faute d'être soutenue par le sentiment public, c'est-à-dire par la sympathie active des classes aisées, ce serait un signe particulièrement inquiétant pour notre pays ; car il témoignerait avec éclat que le sens de la solidarité nationale est bien obscur ou que le ressort de l'activité libre est irrémédiablement relâché ; autant dire que la France est un grand corps sans âme. Que si, au contraire, les classes aisées se décidaient à prendre leur place dans ce noble mouvement d'éducation populaire, le profit serait sans doute grand pour le peuple ; mais combien plus grand pour ces classes mêmes, reveillées enfin de leur long sommeil et ramenées de leur stérile isolement !

FÉLIX PÉCAUT.

Conférence sur l'extension de la Russie en Europe

FAITE A UNE RÉUNION DE LA SOCIÉTÉ NORMANDE DE GÉOGRAPHIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Quand la Société normande de géographie a bien voulu me demander de venir faire une conférence à Rouen, j'ai d'abord été un peu embarrassé, parce que je ne suis ni géographe ni conférencier; mais je suis Normand, et, à ce titre, je ne pouvais décliner l'invitation qui m'était adressée de venir parler dans notre capitale normande. D'ailleurs, je suis professeur d'histoire, et à ce titre aussi, je crois pouvoir, sans trop me hasarder, aborder une question de géographie.

L'histoire, en effet, est intimement liée à la géographie. La géographie détermine les conditions de l'histoire; elle dessine le théâtre où se déroulent les grands spectacles de l'humanité; l'histoire expose, décrit ces spectacles, suit les aventures des hommes dans la lutte pour la vie, la lutte pour la possession de la terre, la lutte pour la domination des hommes et la suprématie; la lutte plus douloureuse et plus généreuse, la lutte pour conserver la terre où l'on est né, la lutte pour conserver la foi, la lutte pour conserver et pour défendre, en un mot, ce qu'il y a de plus sacré pour les hommes : leur conscience et leur patrie. L'histoire raconte ces choses, la géographie montre où elles se sont passées; elle montre les routes suivies par la lourde caravane humaine.

Où va-t-elle? D'où vient-elle? Les savants ne prétendent pas pénétrer ce secret; ils se bornent à le suivre et à montrer par où elle passe.

Je vais tâcher de le faire avec vous, à propos d'un grand peuple, ami du nôtre; de décrire à grands traits l'un des plus puissants spectacles historiques qu'il ait été donné à l'histoire de présenter, celui de l'extension de la nation russe; il n'en est pas aujourd'hui de plus intéressant pour nous.

On dit en général, chez nous, en France, quand on commence l'his-

toire d'un pays ou l'histoire d'une ville, et que l'on est en peine d'origines, faute de documents : au commencement il y avait les Celtes; commencement obscur, car on sait assez mal ce que furent les Celtes, et d'où ils venaient eux-mêmes. Ici, je ne remonterai pas si loin; mais je dirai : au commencement étaient les Normands ! Sur quelles côtes n'ont-ils pas promené leur insatiable curiosité ? Quelles rivières n'ont-ils pas remontées, ces coureurs héroïques d'aventures profitables, comme les définit l'illustre écrivain dont notre président parlait à l'instant, Taine, dans sa grande histoire de la littérature anglaise. Je le répète avec orgueil, en parlant de nos ancêtres : on les a calomniés trop souvent, et l'on s'est plu à leur attribuer le monopole de défauts, très généralement répandus.

Chicaneurs, procéduriers ! J'ai un peu voyagé dans le monde, j'ai beaucoup voyagé dans les livres, et j'ai trouvé partout de la chicane, de la procédure, des hommes avides de gains; mais je n'ai point rencontré parmi eux des hommes qui aient surpassé nos pères, qui aient su, mieux qu'eux, faire de grandes conquêtes, adopter et s'assimiler les mœurs, les usages, les coutumes des pays dont ils s'emparaient, et les mieux ordonner; qui aient su s'imprégner du génie, de la langue, des lois des peuples qu'ils soumettaient à leur domination. Non seulement ils furent de grands conquérants, ils furent aussi des législateurs. Non seulement ils se servirent des lois pour leur intérêt, mais ils firent de bonnes lois, de belles lois. Partout où ils allèrent, en Sicile, en Angleterre, ils construisirent ces poèmes de pierres qui sont encore debout pour nous dire ce qu'étaient nos ancêtres : Saint-Étienne, à Caen; Saint-Ouen et Saint-Maclou, à Rouen. Ils possédaient une grande âme poétique et une raison supérieure.

Or, ces gens-là sont allés en Russie; on les y trouve dès le commencement. Les chroniqueurs de la fin du ix^e siècle rapportent que, déchirés par l'anarchie, les chefs des tribus slaves s'adressèrent aux princes de la Varégie, des Scandinaves, des Normands : « Car, disaient-ils, notre pays est grand, et tout y est en abondance; mais l'ordre et la justice y manquent; venez en prendre possession et nous gouverner. » C'était se faire une haute idée des Normands. Les Normands n'eurent garde de ne point répondre à cet appel: ils vinrent dans ce pays pour y rétablir l'ordre et y porter des lois. On trouve dans une vieille chronique cette phrase : « Les Grecs les appellent Russes, et nous, nous les appelons Normands... »

Cette bande de Normands était toute pareille à celle qui accompagnait Rollon.

Dans les fouilles faites en Russie, l'on a trouvé des armures semblables à celles qui décorent nos fameuses tapisseries de Bayeux.

On a élevé à Nijni-Novogorod une statue de Rurik; il y est représenté comme Guillaume à Falaise.

Ces Normands se fondirent avec les Russes comme ils se sont fondus avec les Français, les Siciliens et les Anglais. Ils allèrent promener leurs aventures sur tous les pays voisins. Ils descendirent jusqu'à la mer Noire, et s'établirent sur les côtes de la Baltique. Ils pénétrèrent dans la Méditerranée, s'arrêtèrent en Sicile, où ils retrouvèrent des parents qui étaient venus par un autre chemin. En passant, ils touchèrent à Constantinople.

Constantinople! C'est de là que les Russes tiennent leur foi, leur foi orthodoxe, qui est chez eux le grand lien de nationalité; c'est de là aussi que vient leur politique, que procède toute leur destinée. Cette destinée est écrite sur la carte du pays où ils ont vécu.

Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, nous les voyons entamés de tous côtés : à l'ouest par les Polonais, au nord par les Suédois, à l'est par les Tartares musulmans. Ces peuples sont pour eux non seulement des étrangers, des conquérants, ils sont quelque chose de plus : pour le Russe orthodoxe, le musulman est l'ennemi et l'infidèle; quant aux Polonais catholiques et aux Suédois luthériens, ce sont des adversaires de la foi orthodoxe. Contre eux les Russes défendent leur croyance, leur terre natale, leur tombeau, leur salut éternel !

Considérez cette carte : au nord la Finlande qui appartient aux Suédois; puis le long de la Baltique, plus bas, de petits États, de petits duchés, l'Ingrie, la Carélie, la Courlande, qui appartiennent soit à des princes, soit à la Pologne, une grande chose disparue de la carte du monde, un grand territoire habité par une grande et noble nation; elle occupe le centre de l'Europe. Vers la mer Noire, des Tartares, des Musulmans.

Donc, si la Russie veut s'avancer vers l'Europe centrale et s'ouvrir les routes du commerce et de la civilisation, elle rencontre sur son chemin la république de Pologne qui lui barre la route; les Suédois lui ferment la Baltique; les Musulmans tiennent, au midi, les bouches de ses fleuves. Non seulement elle veut s'ouvrir les routes du commerce vers la mer Noire, mais elle veut avoir celles qui mènent à Constantinople et délivrer ses frères chrétiens asservis par le Turc... Constantinople, où les Russes ont la douleur de voir l'église Sainte-Sophie, la cathédrale de leur foi, convertie en mosquée, surmontée du croissant, et où ils voudraient replanter la croix grecque.

Vous voyez où ils vont, vous savez jusqu'où, et sur le corps de qui ils doivent passer, poussant devant eux les Musulmans au sud, les Polonais à l'ouest, les Suédois au nord.

C'est l'intérêt de l'État russe, c'est la raison d'État des souverains

russe, et voici le grand ressort de la politique russe : il y a accord intime et communauté de sentiments entre le peuple et le souverain. Cette raison d'État des princes, cet intérêt d'État des tsars devient pour le peuple une passion populaire, une passion religieuse et, j'irai jusqu'au bout de ma pensée, une passion fanatique. Ce qui est calcul pour les chefs de l'État devient entraînement pour le peuple, de telle sorte que l'on peut dire qu'il y a encore, après le calcul des uns, le rêve des autres, et que les desseins politiques des souverains russes s'exécutent par la nation sous la forme d'une croisade.

Ces luttes ont toutes les apparences des luttes héroïques que nous soutenions contre l'étranger, lorsqu'il nous fallut défendre notre territoire contre les Anglais. Cependant, ces Anglais et ces Français qui se battaient pour la terre avaient la même foi, tandis que le Russe, au contraire, combat à la fois pour sa terre et pour sa foi.

Il faut, pour retrouver dans notre histoire quelque chose d'analogue au sentiment qui porte les Russes à défendre leurs frontières avec tant d'énergie, il faut remonter à l'époque glorieuse de la Révolution française. Alors les Français croyaient apporter au monde un évangile politique nouveau, et propager, avec la gloire de la France, avec l'extension de son territoire, les idées de liberté et d'émancipation qui devaient faire le bonheur des hommes.

Et ainsi de 1794 à 1799 et 1800 après avoir conquis l'Italie, une partie de l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Hollande, nous donnions à la république ces magnifiques frontières, bordées d'États dépendants et de républiques vassales.

De même les Russes croient faire de bonne politique, travailler à la grandeur de la Russie dans ce monde, et au salut des peuples dans l'autre, lorsqu'ils repoussent, chassent ou assujettissent les catholiques de la Pologne, les luthériens de la Suède et les musulmans de la Turquie.

Ainsi nous apparaît l'histoire de la politique russe, la plus simple dans ses données, la plus méthodique dans son application, fondée sur des nécessités permanentes, inébranlable dans ses desseins et passionnée dans ses mobiles populaires. Elle se développe dans l'histoire avec la majesté des lois de la nature.

La Russie arrive sur la scène européenne au moment où les États contre lesquels elle lutte entrent en décadence.

La Suède jette son dernier éclat avec Charles XII (qui règne de 1697 à 1718) dans les dernières années du *xvii^e* siècle et dans les premières années du *xviii^e* siècle. La Pologne brille encore avec Sobieski, qui délivra Vienne, assiégée par les Turcs, vers la fin du *xvii^e* siècle. Les Turcs eux-mêmes commencent à reculer dans les dernières années du

xvii^e siècle, après le siège de Vienne, en 1683; il fallut livrer une autre bataille de Poitiers pour en délivrer l'Europe; depuis, ils reculent constamment.

Alors paraît Pierre le Grand, qui règne de 1682 à 1725, qui sut s'ouvrir les routes de la Baltique et reculer les limites de la Russie vers le Nord. Ce prince s'empare de l'Ingrie, de la Carélie et de la Livonie; au Sud, il conquiert Azof sur la mer d'Azof.

Il se promène à travers toute l'Europe, il vient jusqu'à Paris, il va à Versailles, et remplit le vieux monde étonné du nom de la Russie.

Dans le même temps, les Russes se dirigent vers l'Asie. Nous parlons ici de leur extension en Europe, mais il faut bien nous rappeler, cependant, que, d'autre part, en même temps, par un effet du même travail, ils s'en vont vers l'Orient, et s'avancent, à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e siècle, en Asie, qu'ils y fondent leur colonisation, contemporaine de leur extension en Europe, qu'ils s'établissent en Sibérie, atteignent le Pacifique, occupent le Kamtchatka, entreprennent la Perse et se font suzerains du khan de Khiva.

Telle est, indiquée dans ses grandes lignes, la marche de la nation russe vers l'Europe et vers l'Asie; mais cette marche ne va pas s'effectuer sans accidents, sans difficultés. Je vous ai dit que la Russie allait trouver devant elle les Suédois, les Polonais et les Turcs. Si la Russie a ces trois peuples pour ennemis, ces peuples vont être portés, naturellement, à se liguier pour défendre leurs territoires contre les Russes. Par la suite se fera cette alliance qui sera le grand barrage des pays d'Europe.

La monarchie autrichienne occupe, au moment où la Russie commence sa marche, la Hongrie, la Bohême, et exerce en Allemagne une influence considérable. N'oubliez pas qu'elle possédait alors la couronne impériale, de telle sorte que, quand je parle de l'Autriche, au xvii^e ou au xviii^e siècle, c'est absolument comme si je disais, aujourd'hui, la Prusse et l'Allemagne prussienne.

La Russie rencontre sur son chemin cette Allemagne autrichienne, mais elle s'accorde alors avec elle. Les ambitions de la maison d'Autriche ne s'opposent point, en ce temps-là, à celles de la Russie. Où la Russie veut-elle aller? Vers la Baltique, vers la mer Noire? Elle ne s'y heurte point à l'Autriche. Quant à la Pologne, qu'elle convoite, si l'Autriche y met des obstacles, on la partagera au besoin.

Ce que l'Autriche recherche, c'est l'Italie, son champ de bataille classique séculaire avec la France. Ce qui la préoccupe, ce sont les Pays-Bas, qu'elle a recueillis dans la succession de l'Espagne. C'est là qu'elle rencontre, à son tour, un adversaire, la monarchie française, qui vise à conquérir la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire les Pays-Bas

autrichiens et les territoires allemands : l'Autriche possède les premiers et est chargée de défendre les seconds.

La France cherche à lui susciter partout des ennemis et des diversions ; l'on voit ainsi ces Turcs, ces Polonais, ces Suédois, les ennemis nés de la Russie, devenir naturellement les alliés de la France et se tourner contre l'Autriche.

La Russie et l'Autriche feront cause commune, ayant mêmes ennemis ; voilà pourquoi la France et la Russie, en ce moment, ne peuvent point s'accorder, et ce qui explique la difficulté à amener des rapports intimes entre ces peuples, malgré le désir qu'en manifestaient les souverains. Pierre le Grand, qui voulait s'allier avec nous, n'a pu y arriver, par suite des exigences de notre vieille politique.

Les Russes ne parurent que tard sur la scène des guerres de l'Europe, que l'on pourrait appeler la scène des sanglantes batailles de la vieille Europe, car ils avaient beaucoup de chemin à faire ; il fallait passer sur le corps de la Pologne. Ils y arrivèrent dans la seconde moitié du *xviii^e* siècle, lors de la guerre de la succession d'Autriche. A ce moment-là Marie-Thérèse les appelle à son secours. Ils ne font guère que défilér en Allemagne.

La guerre est suspendue : ils s'en retournent, mais reviennent bientôt, et cette fois s'arrêtent en Prusse.

Il y a là un petit État dont je n'ai point parlé tout à l'heure, il n'était alors presque rien. Il convoitait, pour réunir les morceaux disjointes de ses territoires, une province de la Pologne. La Russie ne le redoutait guère, il n'était point encore gênant pour elle ; il marchait volontiers aux côtés de la France, et fut pendant longtemps de nos clients. A l'époque dont nous parlons, ce petit État avait pour chef un roi qui n'était ni le plus humain ni le plus généreux des hommes, mais qui fut un des plus terribles manieurs d'hommes, dans la paix et dans la guerre, que l'on ait jamais vus : c'est le grand Frédéric : il doublera la population de son État, et fera de cette petite Prusse une grande puissance.

Il voulut être maître non seulement chez lui, mais chez les autres ; se servir des autres, sans les servir eux-mêmes ; le plus incertain et le moins sincère des alliés, il se brouilla avec Louis XV après l'avoir exploité. Il se montra envahissant, devint menaçant pour tout le monde. Il avait acquis de la force, il en voulait davantage ; on comprit le danger. La France et l'Autriche, rapprochées par le péril commun, s'unirent contre la Prusse.

La Russie marchait avec l'Autriche ; on vit ainsi la ligue de l'Autriche, de la France et de la Russie contre la Prusse. Il semblait que le plus puissant roi de l'Europe et deux impératrices allaient anéantir ce

roitelet et écraser dans l'œuf son aigle impériale. Mais il a fallu, pour notre confusion et pour notre malheur, que l'Europe vit ce grand spectacle : un tout petit État, luttant contre trois grandes monarchies, envahi, battu, assiégé dans sa capitale, faire front néanmoins, et se relever dans une guerre effroyable, telle que l'Europe n'en avait pas connu depuis le moyen âge.

On vit le choc des Prussiens et des Russes, et cela fut quelque chose de formidable. Les Prussiens avaient une armée de mercenaires qui ne présentait pas le caractère national qu'elle possède aujourd'hui si profondément : mais cette armée de mercenaires était admirablement commandée par le roi ; et de plus, ces gens qui faisaient métier de se battre se battaient très bien. L'armée russe représentait une armée nationale dans toute la force du terme. C'était le peuple armé. Elle se composait de paysans pris à leurs charrues, à leur izba (le mot est maintenant populaire en France), emmenés non sans déchirement — car c'était pour toujours qu'ils se séparaient de leur village, de leurs parents, de leurs fiancées. Ces hommes du peuple, arrachés à leurs foyers, devenaient des militaires excellents et d'une ténacité extraordinaire. Frédéric le Grand, qui refusait de les prendre au sérieux, dut revenir de cette opinion quand il vit les artilleurs se faire tuer sur leurs pièces, quand il connut la résistance acharnée des masses d'infanterie.

A ce moment régnait en Russie une princesse qui fut certainement un des êtres les plus extraordinaires qui aient monté sur le trône : c'était une femme supérieure.

En France nous nous flattons volontiers de posséder de remarquables femmes politiques et l'on a vu à toutes les époques, en France, des femmes qui, de leur salon, ont eu la prétention de mener les affaires publiques. Historien, je suis bien obligé de confesser que j'en ai rencontré, bien peu, dont l'influence ait été intelligente, et que j'en connais encore moins dont l'influence ait été bienfaisante. Je n'en suis nullement attristé, car je pense que la femme française a tout autre chose à faire que de la politique, et j'estime qu'elle a un meilleur rôle à jouer, ailleurs que sur ce théâtre où règnent la duplicité, le calcul et l'intrigue. Esprit, goût, charme, bonté, pitié, enthousiasme, générosité, telles sont ses véritables qualités : inspirer les artistes, soutenir les courages, partout, dans le plus modeste ménage, être le cœur, la lumière patriotique de la famille, voilà sa vraie carrière et elle y excelle.

Ce n'est que dans des pays voisins, en Angleterre aussi bien qu'en Allemagne, où, en général, les femmes ont, dans la vie privée, l'esprit moins alerte, et semblent destinées à se renfermer dans le foyer, c'est,

dis-je, par un singulier contraste, dans ces pays surtout, que l'on a vu naître des femmes d'une véritable supériorité, des femmes d'État, des femmes prodiges en réalité, et de beaux monstres, je le veux bien, mais des monstres dans leur sexe. Élisabeth en Angleterre, Marie-Thérèse en Autriche, surtout la grande Catherine en Russie.

Cette fameuse Catherine n'était pas russe. C'était une petite princesse allemande, mariée à l'héritier de Russie, non pour le bonheur de ce prince, dont elle se sépara par des moyens violents et qui mourut en prison. Elle fut un extraordinaire homme d'État.

Cette Allemande devint un des plus grands souverains russes. Elle se fit Russe tout en restant elle-même; elle sut adapter admirablement son caractère aux idées russes. Elle sut merveilleusement deviner les besoins de ce peuple. Elle fit ce que les Russes eux-mêmes ne savaient pas faire, ne pouvaient pas faire; elle accomplit quelque chose de tout à fait analogue à ce qu'a fait chez nous le grand, le formidable Corse, qui mena la France et l'Europe au commencement du siècle.

Catherine et Bonaparte ont régné l'un et l'autre, presque par les mêmes moyens et ils ont gouverné, de même, un pays où ils n'étaient pas nés. Ils ont compris, du dehors, plus largement, plus simplement les besoins du peuple, mieux que ne le comprenaient les gens du pays, dont ils n'avaient partagé ni les passions ni les rivalités; ils ont su conduire ces peuples dans la voie où ils voulaient aller. Tel fut le rôle de Bonaparte pendant les premières années de son gouvernement, tel fut aussi celui de l'impératrice Catherine pendant toute la durée de son règne, qui fut l'un des plus longs et des plus prospères de l'histoire de la Russie. Elle exécuta, en plusieurs étapes, l'œuvre qui se préparait depuis des siècles et compléta la conquête des rives de la Baltique, moins la Finlande. Elle en finit avec les Suédois. Il restait la Pologne : elle la démembra.

Le dessein de Catherine n'était pas de partager la Pologne. Ce n'était ni par amour des Polonais ni par respect de leur droits, mais parce qu'elle voulait la prendre tout entière. Ce pays était tombé dans l'état d'anarchie, elle prétendait y faire ce que les Normands Varègues avaient fait en Russie, s'y établir et le gouverner. Mais il lui fallait compter avec l'Autriche et avec la Prusse, car ni l'une ni l'autre de ces puissances ne voulait admettre que la Russie dominât seule en Pologne. Elles trouvaient que le morceau était trop gros pour la seule Catherine. Ainsi eut lieu en 1768 et 1772 le premier partage de la Pologne, qui rognà toutes les frontières de ce malheureux pays.

A ce moment éclate la grande guerre de la Révolution française et c'est alors que Catherine manifeste toute sa supériorité. Elle dit aux Autrichiens : « Il faut combattre les Français, c'est votre affaire, étouf-

fez cette révolution qui menace tous les trônes, défendez vos Pays-Bas que vous voulez garder. » Aux Prussiens, elle dit : « Défendez l'Allemagne sur le Rhin, en même temps vous défendez l'Europe, allez combattre la Révolution française sur les frontières de l'Ouest, allez soutenir la cause du roi, jusqu'au cœur de la France. Moi je combattrai la Révolution française en Pologne. » Et elle combattit si bien qu'elle démembra deux fois cette malheureuse Pologne et qu'il n'en resta plus rien : les Autrichiens et les Prussiens ayant, bien entendu, réclamé leur part, pour prix de leurs exploits contre les Français.

Entre temps, Catherine avait pris la Courlande, conquis la Crimée et repoussé les Turcs ; à ceux-ci elle imposa un traité qui fait époque dans l'histoire. Par ce traité, les Turcs lui accordaient une sorte de protectorat des chrétiens et lui donnaient ainsi le droit d'intervenir dans leurs affaires. Elle fit, à ce moment, un beau rêve et conçut ce grand dessein oriental qui devait servir, pendant longtemps, de plan à la politique russe. C'était, après avoir asservi les Polonais et les Suédois, de dépouiller les Turcs de leurs possessions d'Europe, de les repousser en Asie et de faire, de leur empire, plusieurs petits États chrétiens orthodoxes. L'un, qui comprendrait la Grèce et qui aurait Constantinople pour capitale, serait attribué à un grand-duc ; il y en aurait un autre qui s'étendrait jusqu'au Danube. Tous ces États seraient placés sous la suprématie de la Russie.

Vous le voyez, les grandes destinées, dont je parlais en commençant, se trouvent presque accomplies. La Russie a atteint la mer Noire, elle arrive au centre de l'Europe, elle est riveraine de la Baltique. Mais alors les Autrichiens jugent que la tsarine en prend trop à son aise, et de même qu'ils avaient réclamé leur part de la Pologne, ils demandent des morceaux de la Turquie pour laisser démembrer cet empire.

Ce qui se passe en ce moment est fort intéressant. Joseph II, qui règne en Autriche, est un prince ambitieux et avisé. Savez-vous ce qu'il réclame et ce qu'il se fait promettre ? Des fragments de l'empire ottoman et, en particulier, les provinces que l'Autriche a occupées en 1878, c'est-à-dire la Bosnie et l'Herzégovine. Il se fait attribuer, en outre, une partie de la Serbie. Le traité conclu et très secrètement, les alliés essayèrent d'attirer la France dans leur jeu, et voyez avec quel avantage on espérait la gagner : ce n'était rien moins que l'Égypte. Tels étaient les desseins de Catherine, lorsqu'elle mourut chargée d'années et de gloire.

Son fils Paul I^{er}, esprit troublé, très médiocre politique, fort effrayé par la Révolution, se crut destiné à l'anéantir et se jeta dans la grande guerre contre la France. Catherine y avait envoyé les autres, mais elle s'était bien gardée d'y aller elle-même. Il lui semblait plus adroit

et plus profitable de combattre la Révolution française chez ceux qu'elle appelait, dans son langage ironique, les Jacobins de Varsovie ou chez les autres Jacobins qui portaient le turban, à Constantinople.

Cependant la France avait pris une extension considérable; elle devenait, par ses forces, menaçante pour ses voisins. La France avait conquis les Pays-Bas, et tenait la Hollande, la Suisse en domination. Elle débordait sur la rive droite du Rhin. Elle avait fondé, en Italie : la République Cisalpine, au nord; la République Parthénopéenne, au midi; la République Romaine, au centre.

Paul I^{er} jugea qu'elle devenait trop puissante, trop dangereuse, et se mit en campagne, autant au moins pour refouler la France dans ses anciennes limites que pour relever les trônes renversés.

On vit pour la seconde fois les Russes sur les champs de bataille de la vieille Europe, et nos républicains français affrontèrent ces redoutables troupes, qui avaient naguère fait reculer et failli anéantir Frédéric.

Nos armées n'avaient jusqu'alors trouvé devant elles que des troupes régulières, disciplinées, mais sans enthousiasme, se battant par obéissance, par honneur, mais sans attachement à une grande cause.

Or, tout au contraire, les Russes, commandés par Souvarof (le plus intrépide conquérant, le plus rude tueur d'hommes, un des plus extraordinaires soldats de son temps), étaient convaincus qu'ils luttaien pour leur tsar, pour leur religion. Ce fut le choc des deux fanatismes : on le vit aux sanglantes rencontres de La Trebbia et de Novi. Si, peu après nous avoir chassés de l'Italie, les Russes, passant en Suisse, n'avaient pas trouvé pour les arrêter Lecourbe et Masséna, la France eût de nouveau subi les épreuves de 1793 et encouru les périls de 1814. Mais Paul était fantasque : dégoûté de son entreprise par l'égoïsme de ses alliés, il se retira; bientôt, rassuré par le coup d'État de brumaire, il s'éprit du premier consul et fit la paix. Puis il mourut.

Son fils Alexandre (un homme plein de séduction, plein de caresses, un grand enchanteur dans les formes et un grand ambitieux dans le fond) lui succéda.

La gloire de la nation française, la gloire en particulier du grand homme qui gouvernait alors la République l'offusquaient. Il lui semblait que tout ce que Bonaparte faisait pour la suprématie de la France dans le monde, pour la gloire des armes françaises, était usurpé sur sa propre destinée. Considérant quel avait été l'affaiblissement successif de la monarchie française depuis les dernières années du règne de Louis XIV, l'avortement de la grande guerre d'Espagne,

l'abaissement de Louis XV, l'effacement de Louis XVI, il trouvait qu'elle se relevait trop haut et reprenait trop vite ce gouvernement de l'Europe que Catherine avait proposé à la Russie et qu'il ambitionnait pour lui-même.

Au commencement de son règne, il conçut le grand dessein d'être le réparateur de l'Europe, le restaurateur des trônes; il prétendit ramener la France à ses anciennes limites, et y établir la monarchie, mais une monarchie contrôlée, entourée d'institutions qui en paralyseraient le ressort militaire; il voulut l'obliger à la paix et se faire le protecteur des monarques européens, rétablis par ses armes : voilà le plan qu'il imagina dès 1804 et qu'il accomplit en 1814, faisant pour la contre-Révolution ce que Napoléon avait fait avec la Révolution. L'Angleterre était l'alliée toujours prête de tout ennemi de la France conquérante. Alexandre se coalisa avec les Anglais et les Autrichiens.

On somma Napoléon d'évacuer la Hollande, l'Italie, l'Allemagne; il refusa, convaincu que s'il se retirait, les alliés se précipiteraient sur lui; qu'une fois possesseurs de la Hollande, ils entreraient en Belgique, que, maîtres de la rive droite du Rhin, ils passeraient sur la rive gauche et que, disposant du Piémont, ils chercheraient à envahir la Provence, ainsi qu'ils avaient fait en 1793, qu'ils l'essayèrent tant de fois et l'accomplirent en 1814. Austerlitz les arrêta. L'Autriche était écrasée; la Prusse reprit la partie, la bataille d'Iéna la jeta bas pour longtemps. Les Russes tenaient toujours; Eylau tua des milliers d'hommes et ne décida rien; la journée de Friedland contraignit Alexandre à rentrer en Russie. Napoléon lui offrit la paix, l'amitié, l'alliance; il lui fit entrevoir le partage du monde, l'Occident à l'Empire français, l'Orient à l'Empire russe. Alexandre avait besoin de se refaire. Il parut accepter l'alliance. Les deux empereurs s'embrassèrent, se séduisirent et se dupèrent à l'envi. Ils n'étaient sincères ni l'un ni l'autre.

Alexandre voulait faire rétrograder Napoléon qui ne le voulait pas, comprenant que c'eût été l'effondrement de sa puissance. Napoléon prétendait obliger les Russes à adhérer au blocus continental, et à contribuer à ruiner l'Angleterre; mais c'était en même temps ruiner la Russie et détruire son commerce. C'était interdire aux Russes toute exportation de leurs matières premières, exportation dont ils vivaient; c'était les priver des produits fabriqués et des denrées anglaises, dont ils avaient besoin.

Alexandre ne pouvait supporter cela longtemps. Napoléon l'exigea. Alexandre y consentit en apparence et l'éluda en fait. Ils se disputèrent la Pologne, et finirent, en 1812, par la guerre. C'est alors qu'Alexandre,

secondé par l'hiver russe, soutenu par la constance de son peuple, prit sa revanche et poussa à son terme le grand projet de 1804, le vaste dessein de son règne. Napoléon détrôné, la France repoussée, les œuvres de la Révolution française en Europe anéanties, il entra deux fois en triomphateur à Paris, dicta les conditions de la paix dans ce qu'on appelle le traité de 1815.

Ces traités établirent sur l'Europe désarmée pour longtemps la suprématie russe. Alexandre fut le protecteur des États restaurés; et c'est là qu'il faut admirer ce prince, car il sut ménager le peuple français après avoir vaincu l'empereur des Français.

Il ne toucha pas à l'ancien territoire de la France; et non seulement il n'y toucha pas, mais il contint ceux qui voulaient l'entamer: les Allemands, les Prussiens. Par là il conquist les suffrages du peuple français et l'on eut ce spectacle rare de voir un souverain magnanime, qui avait vaincu une grande nation, la défendre contre ses alliés à lui, et se faire le modérateur des factions, conseiller le gouvernement libéral à la monarchie traditionnelle restaurée par le fait de ses victoires. Alexandre se réconcilia avec la France; et dès ce moment commença à se former chez nous un parti de l'alliance franco-russe.

Nous avons fait un grand voyage et nous voilà à peu près arrivés au terme. Les Russes désormais vont s'arrêter du côté du Nord et de l'Occident: ils possèdent la Baltique, ayant, entre temps, annexé la Finlande; ils tiennent la Pologne: Varsovie est à eux; ils sont prodigieusement armés; ils savent qu'ils peuvent compter sur la France. Alexandre ne va plus penser qu'à l'Orient. Le dessein russe est achevé au Nord et à l'Ouest. La marche va reprendre vers le Danube et l'on n'aura plus qu'à en marquer les étapes.

C'est, vous ai-je dit, la grande œuvre nationale, la mission du peuple russe, en même temps que l'ambition traditionnelle des tsars.

La Russie veut affranchir les chrétiens, les peuples de religion grecque, assujettis par les musulmans, d'un joug qui devient de plus en plus intolérable: elle veut, sous sa tutelle, affranchir les Moldaves, les Valaques, les Serbes, les Bulgares, enfin les Grecs.

Mais de nouveaux obstacles résultent de la constitution même de l'Europe de 1815. L'Autriche, qui a renoncé à la Belgique et a reçu, en compensation, le royaume lombard-vénitien, n'est plus en rivalité avec la France et ne songe désormais à aucune entreprise contre elle; ses ambitions se portent ailleurs: dominer l'Italie et s'assurer sa part éventuelle dans les dépouilles de l'empire turc. Elle se rappelle que son nom signifie: empire de l'Est, empire d'Orient. Elle se sent tout aussi apte que la Russie à affranchir les peuples du Danube; elle a aussi un trésor de tendresse pour les peuples opprimés par les Turcs, et désor-

mais, si la Russie veut aller à Constantinople, il lui faudra compter avec l'Autriche.

Puis les Anglais entrent en scène. Tous les rapports sont changés, de ce côté-là aussi, et la vieille alliance de la Russie et de l'Angleterre va tourner à la rivalité. C'est que les Anglais ont conquis les Indes, et que maintenant ils ont un intérêt capital à s'assurer le passage par Suez, à conserver la domination de l'Égypte, à écarter les grandes puissances de la Méditerranée; la France les y gêne beaucoup, c'est assez pour eux : ils n'y veulent pas la Russie; et dès lors, pour l'empêcher d'y arriver, ils défendent contre elle l'empire turc.

La Russie a donc pour adversaires, dans une entreprise contre les Turcs, deux grandes puissances qui naturellement feront cause commune : l'Angleterre et l'Autriche. Il lui est impossible de poursuivre seule la réalisation des grands desseins de Catherine. Il lui faut des alliés. Elle recherchera la France contre l'Angleterre. Elle a la Prusse contre l'Autriche.

La France sera l'alliée de réserve; la Prusse est l'alliée préférée; les dynasties sont unies par mariage, les princes s'estiment, s'aiment tendrement; de plus les intérêts s'accordent.

La France de la Restauration est disposée à entrer en alliance avec la Russie, mais elle demandera que la Russie récompense ses services; elle exigera le retour partiel, au moins, aux frontières de 1801. La Prusse, elle, ne demande rien; le roi de Prusse doit au tsar de n'avoir pas été supprimé de la liste des rois, par Napoléon; d'avoir été rétabli agrandi même, en 1814. Il professe les mêmes principes de gouvernement, il est lié à la Russie par la nécessité de refréner la révolution dans la Pologne qu'ils se sont partagée. Enfin leurs ambitions ne se rencontrent pas. Ce que les Prussiens convoitent est à l'ouest, c'est l'Allemagne; ce que les Russes convoitent est au sud-est, c'est la Turquie. Les deux États sont comme adossés l'un à l'autre, se soutenant l'un l'autre, et combattant l'un et l'autre le même adversaire : l'Autriche.

De là cette fameuse alliance, cette dangereuse association de la Prusse et de la Russie, la plus longue qui ait uni deux États, la plus féconde en bouleversements de peuples, renversements de princes, démembrements d'États, révolutions enfin, que l'on ait vue à aucune époque : car c'est de là que sont sortis les événements de 1806 et ceux de 1870. Mais ces révolutions, accomplies, ont porté une conséquence qui, pour le salut de l'Europe, a rompu le pacte et, à la plus redoutable des associations, substitué la plus bienfaisante des rivalités.

Quand les Prussiens ont eu atteint leur but et sont devenus maîtres de l'Allemagne, ils ont repris à leur compte les vieilles ambitions de

l'Allemagne impériale sur l'Orient; ils y ont poussé, soutenu l'Autriche, et ils ont, dès lors, reporté au nouvel empire allemand, avec les traditions autrichiennes, l'hostilité à la Russie; la Russie, de son côté, a trouvé que la Prusse poussait trop loin sa victoire, ses conquêtes, sa puissance, ses prétentions.

La Prusse avait pris l'Allemagne, son lot dans l'association; la Russie a réclamé l'Orient, sa part dans le pacte. Elle l'a conquis, en 1878, à grands coups de guerre, et la Prusse, au lieu de l'aider à le conserver, l'a forcée à en restituer la plus grande part. A ce moment là, pour le salut du monde, l'homme qui menait toutes les révolutions depuis 1864, M. de Bismark, a fait la faute colossale, la faute espérée, attendue; il s'est brouillé avec la Russie, il l'a déçue, il l'a humiliée, il l'a arrêtée aux portes de Constantinople, il l'a contrainte de venir s'expliquer sur ses victoires et partager ses conquêtes, à Berlin; la privant de la majeure partie de ses bénéfices, il l'a obligée à faire une part à l'Autriche. A dater de ce moment, l'alliance est rompue. Trois ans auparavant, en 1875, la Russie avait empêché la Prusse de se jeter sur la France. La Prusse avait commis une grande faute, la Russie fit un grand acte de sagesse. La Prusse s'était alliée avec l'Autriche. La Russie se tourna vers la France, et depuis tout a changé en Europe. C'est que si, depuis Frédéric II et Catherine, les gouvernements de Prusse et de Russie ont marché d'accord et se sont associés; si depuis Frédéric-Guillaume III et Alexandre I^{er} jusqu'à Guillaume I^{er} et à Alexandre II, les souverains sont demeurés unis, les peuples de Prusse et de Russie ont toujours été hostiles. L'alliance a été une alliance de cour et de chancellerie, jamais une alliance nationale et populaire; de sorte que le jour où cette alliance de cour a sombré dans la déception, l'hostilité ancienne des peuples s'est non pas réveillée (elle n'a jamais sommeillé), mais découverte, déployée, étalée publiquement; elle s'est excitée en se déclarant ainsi, et cela, dans le même temps où se manifestaient les sympathies nationales entre Français et Russes. Les peuples continuaient ainsi à prononcer d'un côté la rupture et de l'autre l'entente.

Non seulement nous avons pu respirer à l'aise, mais l'Europe, on peut le dire, a pu respirer aussi. Tous les pronostics annonçaient une guerre dont les conséquences inhumaines étaient effroyables.

Grâce à un prince qui mérite plus qu'aucun autre, parmi ceux qui ont ceint la couronne, le beau nom de pacificateur, Alexandre III, la Russie, devenue arbitre de la paix et de la guerre, a exercé son arbitrage en faveur de la paix et, grâce à la paix, la France, qui avait reconquis son indépendance, a repris son rang en Europe et étendu son empire en Afrique et en Asie.

Pendant ce temps aussi, la Russie a recommencé sa marche vers l'Orient par l'Asie, où nous l'avons vue pénétrer vers la fin du ^{xvii}^e siècle et dans le courant du ^{xviii}^e siècle.

Maintenant elle y avance à marches forcées; elle a construit le chemin de fer transcaspien; elle entreprend le chemin de fer transsibérien. Les Russes sont maîtres de tout le nord de l'Asie et touchent aux Anglais par leurs frontières des Indes. Il existe entre la Russie actuelle et l'Angleterre une cause permanente de conflits. Il y a une question d'Orient qui se déplace et qui est devenue une question d'Extrême-Orient.

Quand j'étais jeune et que je commençais à m'occuper d'histoire, le démembrement de l'empire turc était le problème que les politiques se proposaient et que les journalistes débattaient constamment.

Aujourd'hui il ne reste plus, en Europe, de ce vaste empire turc, qu'un lambeau, un décor, que toutes les chancelleries ont intérêt à conserver. Mais il y a un grand empire, la Chine, dont l'avenir pose des questions qui ressemblent singulièrement aux questions d'Orient de ma jeunesse; c'est un immense pays où les peuples s'encombrent, qui est très mal gouverné, qui a besoin d'argent, qui regorge d'hommes et qui ne sait pas former des armées. A côté grandit un peuple vigoureux, une sorte de Prusse insulaire : le Japon, avec lequel déjà la vieille Europe a dû compter.

Je vois ici quelque chose qui pourra peut-être modifier la face du monde dans un temps qui n'est pas très éloigné.

J'ai tâché de vous faire sentir cette force d'impulsion nationale que manifeste la Russie dans son extension territoriale; je vous ai montré l'ardeur religieuse, fanatique, de ce peuple, sa soumission à ses maîtres, son dévouement à sa propre cause, qui ont fait sa grandeur présente, qui assurent son avenir. A cette force d'impulsion des âmes russes, je ne puis comparer que la force de production de la terre russe. Quand les lignes de chemin de fer que la Russie construit actuellement seront achevées, elle pourra exporter les produits de son sol qui est prodigieusement fécond, qui réunit tous les climats du monde, qui produit du blé de quoi nourrir l'Europe et produira peut-être du vin de quoi l'abreuver.

La Russie ménage à l'Europe de grandes surprises; mais il y en a une que la Russie ne fera jamais à ses amis comme à ses ennemis, c'est d'abandonner sa politique. Quoi qu'il arrive, la nation russe restera ce qu'elle a été; son histoire nous montre avec quelle suite, quelle constance elle a marché; elle ne s'arrêtera pas. Ce serait la

plus grande folie du monde que de demander aux Russes de cesser d'être Russes, que de prétendre les faire agir contre leurs instincts, contre leurs croyances.

A ce prix seulement on peut fonder avec eux une entente efficace et durable; mais, à ce prix, on l'a fondée, et, à ce prix on la peut affermir. Rien n'est plus souhaitable pour notre pays.

Les traités entre les États sont des mariages de raison et de convenance; les mariages d'autrefois étaient réglés par les princes et c'était encore beaucoup quand ils plaisaient aux époux, c'est-à-dire aux peuples. Mais les peuples sont émancipés. Ils ont la parole désormais. Ils gouvernent partout malgré les apparences, ils sont la réalité du pouvoir, qui n'est rien que par eux.

Vous avez entendu l'écho des acclamations de Cronstadt et de Moscou; la voix du peuple russe a été pour quelque chose, pour beaucoup même, dans les actes du gouvernement russe. Une grande nation nous témoigne sa sympathie à sa façon. Il s'est fait dans ce pays, qui a toujours progressé par impulsions sourdes et profondes des masses, une poussée populaire vers la France. C'est l'événement capital des dernières années et l'événement de l'avenir. C'est le bon, sûr et vrai mariage populaire, le mariage d'élection et de cœur; ce sont ces mariages-là qui fondent les familles prospères et la force intime des peuples. Il faut à ces unions nationales quelque chose de plus que les bons contrats que font les sages notaires : il faut la confiance, l'estime réciproque, le dévouement, et pour que l'union soit bénie, cette consécration : le travail commun pour la justice.

ALBERT SOREL.

NOTES D'UN PROFESSEUR D'ÉCOLE NORMALE

Les réflexions qui suivent ont été suggérées par les notes d'un professeur d'École normale, parues dans le n° 7 du Bulletin. Nous aimerions, sous cette rubrique, pouvoir communiquer ainsi, dans chaque numéro, le résultat de l'expérience personnelle des associées.

« La place d'une maîtresse d'École normale n'est pas dans le monde; elle ne sera que plus estimée, même au dehors, si elle se tient le plus possible dans l'école. »

Cette remarque très juste demande cependant quelques restrictions : la place d'une maîtresse d'École normale n'est pas en effet au milieu de ces relations frivoles qu'on appelle le monde; mais n'est-elle pas dans la vie, c'est-à-dire dans la société où se mêlent toutes les classes, où chacun — quelle que soit sa situation — a, presque sans le savoir, un rôle, une influence parce qu'il pense, souffre, aime, espère comme tout le monde?

Et c'est là qu'il faut craindre de ne pas trouver la maîtresse d'École normale : elle se cloître, elle se consacre trop exclusivement à ses élèves, à ses études, à ses collègues, elle est ce que l'on appelle « dévouée », — par une de ces exagérations dont nous aimons à nous flatter; — ses cours sont préparés avec soin, faits avec chaleur, elle songe à bien des petits détails utiles, elle a des attentions aimables et elle se trompe peut-être sur la grandeur du devoir qu'elle accomplit. Professeur, il lui semble qu'elle n'a de bien à faire que comme professeur; quelle illusion!

Cette existence resserrée dans un monde trop particulier, où l'on s'affine moralement plus pour la rêverie que pour l'action, même d'une manière presque infaillible à un égoïsme d'autant plus dangereux qu'il ressemble moins à l'égoïsme ordinaire : on se laisse aller tout doucement à se croire une nature d'élite, bien supérieure aux personnes qui s'agitent dans la vie réelle; on se sent froissée par cette vie

dès qu'on y pénètre et l'on croit que c'est parce que l'on est trop bon, trop parfait!

Et cependant, que fait-on de si admirable? En acceptant d'être professeur, ne s'est-on pas engagé à en remplir le mieux possible tous les devoirs? L'ouvrière qui, chaque jour, fait sa tâche avec soin, a autant de mérite que nous; son influence est moins grande, sans doute, mais c'est la faute de sa situation, ce n'est pas la sienne.

D'ailleurs, en admettant même que notre tâche ait quelque chose de plus difficile que beaucoup d'autres, songeons à ce qu'elle nous donne de satisfactions: les unes légitimes et bonnes, les autres qui tiennent peut-être trop à l'amour-propre; songeons aussi aux mille agréments de notre vie, à la liberté relative que nous laissent nos occupations. Si nous sommes fatiguées, nous pouvons prendre un peu de repos, aller dissiper au grand air un mal de tête; si nous sommes abattues sans trop savoir pourquoi, nous pouvons nous ressaisir par quelque bonne lecture ou par quelqu'une de ces lettres qui font du bien à écrire.

Nous sommes à certains égards des privilégiées, et c'est une raison de plus pour que nous cherchions à faire du bien partout où nous le pouvons.

Celui que nous faisons à l'école peut sembler quelquefois du bien à longue échéance, du bien par procuration: nous formons le mieux possible nos élèves, mais nous réservons trop, pour elles seules dans l'avenir, l'action. Continuons à les fortifier pour la vie, mais entrons-y nous-mêmes, non pour nous désoler du mal que nous y trouverons, mais pour ressentir toutes les souffrances d'autrui et les soulager, pour comprendre les désirs, les aspirations d'une société dont nous n'avons pas le droit de nous séparer.

Bien des pauvres vivent autour de nous: nous avons de leurs enfants dans nos écoles annexes et maternelles. Nous connaissons peut-être chez eux de ces défauts, de ces vices même qui naissent de la pauvreté, mais nous connaissons aussi de ces vertus que nous ne soupçonnions pas.

Nos méditations et nos lectures se trouveront vivifiées par la réalité, et de même que l'action leur aura donné tout leur prix, elles soutiendront l'action.

Alors nous nous oublierons nous-mêmes et nous ne connaissons plus ni les légers ennuis d'une existence que nous aurons élargie, ni les petites blessures d'un amour-propre toujours en éveil; nous serons meilleures et nous ne songerons pas sans cesse que nous le sommes; nous n'aurons plus à craindre que notre perfectionnement moral ne devienne du raffinement moral, c'est-à-dire une dangereuse variété

d'égoïsme : nous aurons retrouvé cette bonté simple qui s'ignore et qui fait que la femme du peuple partage avec sa voisine, secourt l'enfant pauvre, sans croire rien accomplir d'extraordinaire.

Notre influence dans l'école, auprès des élèves, s'en trouvera accrue : elles sentiront très souvent que nous avons vécu ce que nous leur disons, et, comme elles sont fort habiles à découvrir ce que pensent et ce que font leurs professeurs, nous leur servirons d'exemple sans y prétendre, ce qui vaut encore mieux.

Et peut être au dehors nous estimera-t-on davantage, on oubliera un peu ce titre de fonctionnaire qui nous va si mal, pour voir en nous la femme avec sa sympathie toujours active.

UN PROFESSEUR D'ÉCOLE NORMALE.

L'éducation physique dans les écoles de la Ville de Paris.

M^{lle} Delourme, professeur de gymnastique aux deux Écoles primaires supérieures de la Ville de Paris, nous prie d'insérer l'avis suivant, ce que nous faisons avec plaisir.

Elève de M. Dumény, professeur d'éducation physique, M^{lle} Delourme se propose de nous donner une sorte de programme rationnel des exercices gradués que comporte un enseignement régulier d'éducation physique.

Ce sera, en quelque sorte, pour nos compagnes, un écho des cours que vient d'organiser la Ville de Paris, soucieuse à la fois d'assurer aux enfants de ses écoles les meilleures conditions de développement physique et de préparer des maîtres capables d'assurer ce développement normal.

« On est d'accord sur la nécessité d'améliorer la condition physique des enfants pour qui l'obligation des études précoces et la préparation assidue à une profession sont des causes de mauvaise hygiène.

« Il n'y a que la pratique journalière des exercices du corps qui puisse remédier à cet état de choses ; aussi a-t-on créé des programmes et des manuels des exercices gymnastiques et a-t-on dressé un personnel chargé de mettre ces leçons en pratique.

« Le bénéfice que les élèves tirent de ces leçons dépend des connaissances de leur professeur ; il vaut presque mieux ne pas faire d'exercice si l'on n'a pour direction que le caprice de la vanité ou de la mode.

« Les exercices doivent être scientifiquement en rapport avec le but que l'on recherche, qui est le perfectionnement physique sous toutes ses formes, et il faut absolument des connaissances spéciales pour être un bon professeur.

« Le Conseil municipal de Paris a jugé que ces connaissances étaient

de premier ordre et a chargé M. Georges Demeny de faire un cours sur ces matières.

« Le cours d'éducation physique recommencera cette année le 11 novembre prochain, à la mairie de l'Hôtel de ville, « 4^e arrondissement ».

« M. Georges Demeny, professeur, exposera le but de l'éducation physique, ses résultats, ses moyens et méthodes d'enseignement. Les leçons auront lieu les jeudis soir à 8 heures et demie.

« Elles seront accompagnées de projections et de démonstrations pratiques. »

L'INSTITUT DES FEMMES

ET LE CLUB DE GROSVENOR CRESCENT¹

Nous avons en Angleterre un grand nombre de sociétés établies au bénéfice des femmes et destinées à assurer leur développement; il en naît de tous côtés, et chaque jour on fait appel à notre bourse et à notre aide pour en soutenir de nouvelles. Aussi ne les accueille-t-on pas toujours avec enthousiasme.

« Ces fondations sont innombrables et beaucoup d'entre elles ne servent qu'à nous excéder! » Telle est la plainte qui vous échappe en apprenant que « quelque chose de nouveau » va surgir pour « répondre à un besoin qui se fait sentir depuis longtemps ».

Mais la fondatrice de l'Institut des femmes espère que cette nouvelle tentative, loin d'être un fardeau de plus sous forme d'une nouvelle société et d'une nouvelle organisation, pourra servir de *joug* (suivant l'interprétation donnée à ce mot par le professeur Drummond) et aider ceux qui sont déjà accablés par des sociétés à porter plus aisément leurs anciens fardeaux.

L'Institut des femmes a été fondé par M^{rs} Philipps pour servir de centre aux travaux et aux intérêts des femmes, de lieu de réunion, de pied à terre à toutes les sociétés existantes et à toutes les personnes qui travaillent déjà d'une façon quelconque. Le but de l'Institut est de faire, pour les femmes et pour les œuvres qui les concernent, à peu près ce que la Church-House, à Londres, fait pour l'Eglise, c'est-à-dire de former un bureau central où il sera facile d'obtenir des renseignements sur tous les sujets relatifs aux femmes et où l'on pourra louer à un prix modéré des salles de comité, des salles de conférences et des salles de réception.

L'Institut ne doit pas seulement venir en aide de diverses manières

1. M^{lle} Williams veut bien nous communiquer cet article concernant une nouvelle institution, créée à Londres au bénéfice des femmes, qui nous paraît devoir intéresser toutes nos associées.

aux personnes qui en sont membres, et leur procurer d'agréables relations, mais il doit aussi aider efficacement, quoique indirectement, celles (en grand nombre) qui ne peuvent pas en faire partie.

C'est ce qu'il fera ou s'efforcera de faire en exposant ou en rappelant à ses membres quels sont les besoins actuels et les espérances légitimes de l'humanité, et en leur inspirant surtout un profond sentiment de fraternité pour les femmes, en particulier pour celles qui sont opprimées, ignorantes ou malheureuses.

L'Institut comprend cinq principaux services :

1^o Une *Société des sociétés*, dont la première secrétaire est prête à donner tous les renseignements relatifs aux travaux et à l'objet de n'importe quelle société, fait savoir à qui l'on doit s'adresser pour obtenir tel ou tel renseignement, et s'entend, quand c'est possible, avec les secrétaires des diverses sociétés pour qu'elles viennent à certains jours répondre aux questions qu'on désire leur poser;

2^o Un *Service des conférences* qui tient une liste des femmes conférenciers et se charge de fournir des conférences sur tous les sujets possibles. Le but de ce service est d'améliorer la position des femmes conférenciers en élevant le niveau général. Plusieurs des Directrices de collèges de femmes et d'autres noms bien connus dans le monde académique font partie du comité de ce service, et quiconque veut se présenter doit passer devant une commission d'examen nommée par ces dames. Des conférenciers sont envoyées dans toute l'Angleterre et elles doivent faire, d'accord avec la société de « l'University Extension », une série de conférences préparatoires aux études plus avancées des conférences de « l'Extension ».

Ce service s'occupe aussi spécialement de *politique élémentaire* ou « politique considérée à un point de vue purement historique », et il est déjà convenu que, pendant la session d'automne, plusieurs séries de conférences seront faites pour les Sociétés politiques de femmes;

3^o Un *Bureau général de renseignements* qui s'engage à répondre aux questions qu'on lui pose sur tous les sujets possibles. Le travail est confié à un personnel très compétent de secrétaires qui réunissent et cataloguent des renseignements sur presque tous les sujets d'intérêt public et qui sont assistées d'arbitres honoraires.

Aucune peine n'est épargnée pour répondre aux questions. Ainsi : une dame qui désire monter une buanderie écrit au Bureau pour demander des renseignements, et reçoit, outre une feuille de statistique, plusieurs pages écrites à la machine, lui faisant part de l'expérience d'autres dames qui ont entrepris ce métier avec succès;

4^o Un *Service de statistique* qui prépare une statistique du travail et des gages des femmes et de tout ce qui les concerne. Ces statistiques

seront publiées sous une forme pratique. La première publication de ce genre sera un *Dictionnaire des emplois accessibles aux femmes*, compilé par Mrs. Philipps et par Miss E. Dixon, et sur le point d'être terminé;

5° Une *Bibliothèque* qui commencera par être une bibliothèque spéciale à consulter sur tous les sujets relatifs au travail des femmes, mais qui, avec le temps, comprendra les meilleurs livres sur tous les sujets. Beaucoup de livres de valeur ont été donnés par des éditeurs généreux et par d'autres personnes qui portent intérêt à la société, et beaucoup plus encore ont été prêtés par des amis qui, n'ayant pas chez eux de place suffisante pour mettre leurs livres, trouvent qu'il est plus agréable et plus utile de les loger à l'Institut que de les accumuler dans quelque Pantechnicon. Comme la bibliothèque est sous une sévère surveillance et qu'il est défendu d'emporter les livres, ces prêts peuvent être faits sans aucun risque.

Outre ces cinq services, il y a aussi une Société de bienfaisance pour les femmes, une Société musicale, une Société artistique, une Société galloise, et des délégations des Sociétés d'Amérique, des colonies et de l'étranger.

Les personnes vivant à l'étranger ou en province peuvent être membres correspondants, en payant une demi-guinée par an sans aucun droit d'entrée, moyennant quoi elles peuvent poser douze questions par an et elles recevront le compte rendu des travaux de la Société, les rapports mensuels et annuels et un exemplaire du nouveau *Dictionnaire des emplois accessibles aux femmes*.

Le compte rendu des travaux de la Société consistera en quatre conférences ou plus, faites pendant l'année par des personnes compétentes, sur toutes les branches du mouvement qui intéresse les femmes, et on y ajoutera une bibliographie des livres relatifs aux sujets traités, et un appendice de statistique soigneusement préparé.

La première de ces grandes conférences de l'Institut sera faite le 23 novembre par Mrs. Henry Sidgwick, de Newnham College, Cambridge, sur « la Place de l'éducation universitaire dans la vie des femmes ».

En dehors de ces avantages, les membres correspondants étrangers pourront être élus membres de l'Institut. Dans ce cas, les divers services seront à leur disposition pendant leur séjour en Angleterre, moyennant un droit de cinq shillings pour toute période ne dépassant pas un an.

On espère avoir un grand nombre de membres étrangers afin de pouvoir ainsi entretenir d'étroites relations avec l'Œuvre des femmes dans le monde entier.

Le Bureau de renseignements se procurera aussi avec le temps les

rapports des travaux de toutes les sociétés étrangères concernant les femmes et les enfants, et il sera très heureux de recevoir tous ceux qu'on voudra bien lui envoyer à n'importe quel moment.

L'utilité de ce service dépendra beaucoup du nombre des membres étrangers, et on espère qu'avec le temps, il lui sera possible de rassembler de toutes les parties du monde les renseignements pouvant servir aux autres femmes.

Pour être membre de l'Institut, les conditions sont : une guinée de droit d'entrée et une guinée de souscription ; elles sont réduites de moitié pour les femmes exerçant une profession.

Les membres du nouveau Club de Grosvenor Crescent qui se trouve sous le même toit peuvent faire partie de l'Institut moyennant une demi-guinée sans payer aucun droit d'entrée.

Le personnel de l'Institut, qui comprend des employées et des aides rétribuées ou s'offrant simplement à titre gracieux, compte à présent quinze dames qui toutes se font un plaisir de répondre aux questions se rapportant à leur service et de faire visiter l'Institut aux personnes qui se proposent d'en devenir membres.

La responsabilité de cette grande entreprise repose entièrement jusqu'ici sur la fondatrice, qui est aidée d'un conseil de femmes représentant toutes les branches de l'éducation, des sciences, des arts, de la littérature et de la philanthropie. Après la première année, le conseil sera élu à une réunion annuelle des membres de l'Institut.

L'Institut a été fondé sans aucune idée de parti et son œuvre restera toujours en dehors de tout parti. Sa raison d'être est de servir de lien central de réunion aux femmes exerçant une profession publique ou privée, s'occupant de sciences, d'art, de littérature, ou restant simplement dans la vie domestique.

Pour ce qui concerne l'œuvre de la Société des sociétés, on mettra un soin égal à répondre aux questions relatives à toutes les sociétés, et si plusieurs sociétés s'occupent du même sujet, on le fera savoir aux personnes qui se sont adressées à ce service.

Quand la mission de l'Institut sera une fois pour toutes bien comprise, les femmes ne pourront plus se plaindre de ne pas savoir où trouver des indications sur tel ou tel genre de travail, ou de ne pouvoir rien faire parce qu'elles ne savent pas ce qu'elles peuvent faire. C'est pour leur venir en aide que l'Institut existe et son premier devoir est de rassembler et de répandre tous les renseignements possibles.

La fondatrice se charge des dépenses de la maison : loyer, contributions, impôts ; mais on a ouvert un fonds spécial, le « *Treasure Fund* », qui servira à acheter des livres, des œuvres d'art et les autres choses nécessaires à la Bibliothèque et à l'Institut.

Dans le cas où l'Institut des Femmes cesserait d'exister, ces objets seront partagés entre les divers collèges et établissements d'éducation de femmes en Angleterre. L'Institut a bien commencé, avec une longue liste de membres et un bel hôtel, mais le bien qu'il pourra faire dans l'avenir dépendra de l'appui qui lui sera accordé.

On perd beaucoup de temps, de forces et d'argent dans notre société telle qu'elle est actuellement organisée ; on fait souvent deux fois le même travail, et par contre on néglige bien des choses que l'on devrait faire. Ce qu'il faut, c'est une centralisation, une organisation, et ce sera en dirigeant convenablement l'énergie de ces femmes qui feraient tant si elles savaient seulement que faire, en aidant et en encourageant celles qui sont déjà à l'œuvre, que l'Institut trouvera sa véritable voie, et c'est par là qu'à l'avenir, il justifiera et au delà ses droits à l'existence.

Le *Club de Grosvenor Crescent*, qui s'est ouvert sous le même toit que l'Institut des Femmes, n'a avec l'Institut d'autre rapport que le fait d'être soutenu financièrement par Mrs. Philipps ; ses membres peuvent faire partie de l'Institut à des conditions moins élevées.

Le Club est simplement un club *social* organisé à peu près sur le même principe que les grands clubs d'hommes de Londres. Il jouit d'une position centrale et d'un très beau local qui a été nouvellement décoré, meublé, éclairé à l'électricité, et pourvu d'un ascenseur. Il est monté sur un bien plus grand pied qu'aucun des clubs de femmes déjà existants. On y trouve de belles et grandes chambres à coucher où peuvent descendre pendant quelques jours les membres de province ou les membres de Londres, trois beaux salons communiquant et conduisant à la serre, de grandes salles à manger et une salle particulière pour réceptions privées, une salle de jeux, etc.

Les débats qui se tiennent de temps en temps et où l'on discute diverses questions sociales littéraires et autres et sont un des traits caractéristiques du Club.

Les membres ont le droit d'amener des invités à ces débats ainsi qu'aux dîners du club, aux réceptions du soir et aux « At Homes », une salle à manger et un salon séparés étant, dans ces occasions, réservés aux membres qui ne désirent pas prendre part à ces réunions.

Les hommes sont admis comme invités, mais jusqu'ici ils ne peuvent être membres.

Les conditions d'admission sont quatre guinées de droit d'entrée, et quatre guinées de souscription ; mais, pour les femmes exerçant une profession, les étudiantes, et les femmes ayant une position officielle, les conditions sont de trois guinées de droit d'entrée et trois guinées de souscription.

Pour toutes celles qui feront partie du Club avant Pâques 1898, le droit d'entrée sera réduit de moitié. Pour les membres de province, ce droit sera de deux guinées et la souscription annuelle de deux guinées; mais pour les femmes exerçant une profession, la souscription sera de deux guinées sans droit d'entrée.

Le Club est particulièrement utile aux membres étrangers faisant un court séjour en Angleterre, et le fait d'avoir sous le même toit les vastes bibliothèques de l'Institut des Femmes est un grand attrait de plus.





